

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

La C. G. T. choisit le sabotage  
de l'action

*par Raymond GUILLORÉ*

Qui l'emportera du Conseil ouvrier  
ou de l'Etat?

*par Robert LOUZON*

Quel parti ? Quel socialisme ?

*par P.-M. DERUZET*

Le camp que nous avons choisi

*par Roger HAGNAUER*

La condition des travailleurs des mines  
en France et en U. R. S. S.

*par E. MENU*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

4, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 455 - Novembre 1960

La C.G.T. choisit le sabotage de l'action . . . . .	R. GUILLORE
Plus que jamais, sécurité sur les chantiers . . . . .	P. RIGUIDEL
Note d'économie et de politique : Qui l'emportera du Conseil ouvrier ou de l'Etat ? — Tu l'as voulu, George Dandin ! — Stupidité ou corruption ? — Quel sacré jésuite ! . . . . .	R. LOUZON
Quel parti ? Quel socialisme ? . . . . .	P.-M. DERUZET
Le camp que nous avons choisi . . . . .	R. HAGNAUER
Parmi nos lettres : Sur Monatte et la « R.P. » (Bouquet). — A propos d'antisémitisme (Gallienne). — Catholicisme et... repopulation (Blanchard). — Le voyage de de Gaulle en Savoie. — A propos d'une rupture. — Quelques encouragements.	
Charles D'Avray est mort . . . . .	A. SADIK
La C.N.T. d'Espagne en exil se réunit . . . . .	L. MERCIER
Education ouvrière ou bourrage de crânes ? . . . . .	L. M.
Les intérêts de la couronne belge dans les affaires congolaises . . . . .	F. VAN REUSEL
Les problèmes d'Amérique indo-latine . . . . .	G. LEVAL
Chronique de Cuba.	
La condition des travailleurs des mines en France et en U.R.S.S. . . . .	E. MENU
Notre réunion du 6 novembre . . . . .	G. LAMIZET

## ENTRE NOUS...

Si nous étions découragés, la réunion organisée le dimanche 6 novembre en hommage à Monatte suffirait pour ranimer notre confiance. Car c'est bien autour de l'héritage de Monatte et principalement autour de la « R.P. » que se groupaient ces militants fidèles et actifs qui ne pouvaient tenir tous dans la salle des conférences du cercle Zimmerwald.

A parler franc, nous attendions des critiques. Les seules entendues ont été formulées par l'un d'entre nous, qui avait auparavant prouvé avec véhémence que la « R.P. » demeurait, après « la Vie ouvrière » de 1909 à 1921, le vivant témoignage de la présence de Monatte parmi nous — présence qui survit à sa mort.

Il y eut cependant une contradiction qui ne portait pas sur la rédaction, mais sur les ressources de la « R.P. ». Guilloché avait soutenu que notre pauvreté était notre bien et notre vertu, et que nous en étions fiers. Savoir qu'à la parution de chacun de nos numéros notre caisse est vidée par la facture du numéro précédent, c'est peut-être un motif d'orgueil, ce n'est pas une originalité. Ce qui est plus singulier, c'est que, fidèles aussi en cela à l'enseignement de Monatte, nous avons toujours tenu nos engagements, et que si nous sommes les seuls à publier tous nos comptes, nous pouvons le faire impunément parce que nous n'avons « jamais planté de drapeaux »... selon la pittoresque expression du monde de l'imprimerie et de la presse.

Il est bon qu'un ami comme Ruff, que ses responsabilités syndicales n'éloignent pas de la « R.P. », se soit élevé contre ce parti pris de pauvreté. C'est notre honneur d'être pauvres. Ce n'est pas aussi honorable pour ceux qui ne discutent pas la nécessité de la « R.P. », mais qui ne réalisent pas la nécessité de leur participation à notre effort.

Une souscription volontaire mensuelle de tous nos amis assurerait sans doute, non l'existence de la « R.P. » (qui n'est pas menacée), mais sa diffusion, son rayonnement, son élargissement.

Ne peut-on demander aussi à nos abonnés de prévenir la première lettre de rappel, en renouvelant régulièrement leur abonnement ? Nous en connaissons qui, ayant laissé sans réponse plusieurs lettres de l'administration, sont surpris et froissés par la suppression du service. Cependant notre patience répond à leur négligence. Nous attendons plusieurs mois avant de rompre. Et nous ajoutons à l'intention des défaillants, plus ou moins volontaires, que nous ne perdons jamais l'espoir de les retrouver.

Au fond, nous ne nous réjouissons pas de l'absence de critiques, motivée surtout par les scrupules de ceux qui se reprochent de ne pas nous aider suffisamment. Nous voulons nos amis moins discrets, plus exigeants et plus actifs !

\*

Nous disposons encore de numéros consacrés à Monatte. Que l'on nous envoie des adresses de sympathisants.



# Pour ne pas être une "force d'appoint"... La C.G.T. choisit le sabotage de l'action

Pour porter un jugement sur la journée du 27 octobre, je propose que l'on réponde d'abord à cette question : si, à Paris, il n'y avait pas eu le rassemblement de la Mutualité et les manifestations, spontanées et organisées, qui se sont greffées sur lui, qu'y aurait-il eu ? La réponse à cette question — réponse aussi objective que possible — ne peut être que celle-ci : il y aurait eu peu de chose. Les débrayages d'une heure et les manifestations locales et dispersées que le parti communiste et la C.G.T. dirigée par lui, ont préconisés, personne ne dira, sauf aveuglement volontaire, qu'ils ont marqué cette journée, qu'ils l'ont faite en tant que journée d'action de masse contre la guerre d'Algérie. Encore une fois, ce que je dis ici ne vaut que pour la région parisienne. En province, la position du parti communiste et de la C.G.T. qu'il dirige, n'a pas eu la netteté évidente qu'elle a présentée dans la capitale : non seulement refus de participer à l'action ; mais essai multiforme de sabotage organisé de la manifestation.

La journée du 27 octobre mérite d'être inscrite sur les tablettes ouvrières, pour deux raisons au moins. La première, c'est qu'elle a été la première réaction ouverte et massive contre la guerre colonialiste d'Algérie — après six ans d'inaction commune des organisations dites « de masse ». La salle de la Mutualité était comble, ce qui doit représenter non loin de quatre mille personnes. Mais il n'est pas exagéré de dire que trois fois plus de monde était aux abords de la salle et que les manifestations qui en résultèrent — je le répète : spontanées et organisées — les heurts violents avec les sombres bataillons de la police, la mise en état de siège du Quartier Latin (les manifestations s'étendirent d'ailleurs au-delà), tout cela signale un réveil et marque une date. Du sang-froid et, en même temps, de la résolution, voilà ce que montraient les jeunes gens qui furent les acteurs principaux de cette soirée.

Celle-ci aura été significative pour une autre raison encore : elle a fait la preuve qu'il était possible de conduire une action de masse — et de la bien conduire, compte tenu des « bavures » inévitables — sans la tutelle du parti dit « communiste ». J'invite ceux de nos lecteurs qui, avec bonne foi sans doute, mais avec une remarquable incompréhension, nous accusent « d'anticommunisme maladif », d'étudier sans passion ce que fut, dans ses détails, l'attitude « communiste » depuis l'initiative de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France). Il ne s'agit pas là de ces retours dans le passé qu'on nous reproche aussi, alors qu'ils sont nécessaires pour l'intelligence du présent. Il s'agit de l'action d'aujourd'hui, de cette action « positive » qu'un jeune lecteur ardent, trop ardent, nous accuse d'abandonner. Ce n'est pas suffisant d'affirmer que l'action du 27 octobre à Paris s'est faite sans le parti communiste, la vérité oblige à dire qu'elle s'est faite contre lui. Cela ne veut pas dire que les animateurs de la manifestation de la Mutualité dirigèrent leurs attaques contre les « communistes » : les manifestants qui réussirent à pénétrer dans la salle du meeting — et dont je suis — sont témoins que rien ne fut dit contre la C.G.T. au cours de ce meeting. Cela veut dire que la C.G.T., sur les ordres de l'état-major qui la gouverne, fit tout ce qu'elle pouvait faire pour que la manifestation échoue. Elle n'y

parvint pas. Est-il vrai, par exemple, qu'elle avait retenu, longtemps à l'avance, la grande salle de la Bourse du travail — qu'elle n'utilise pas — pour empêcher qu'elle puisse servir à la manifestation projetée ?

Toute action dans laquelle le rôle dirigeant du parti russe ne sera pas reconnu — au moins implicitement — sera non seulement désavouée mais combattue : voilà ce qui ressort clairement de l'attitude de la direction communiste à l'occasion de cette manifestation de masse, pleinement réussie, pour une paix négociée en Algérie. Ce n'est certes pas la première fois que ce rôle contre-révolutionnaire du parti dit « communiste » se révèle ; l'Espagne ouvrière et syndicaliste a fait une tragique expérience de « l'appui » communiste. Mais puisqu'il faut que la jeunesse fasse sa propre expérience, eh bien ! elle l'a faite. Dans ce cas, rien n'a manqué : l'hypocrisie dès le début, la « tentative » de « cassage » au moment le plus délicat, l'injure et la calomnie quand, sans le P.C. et malgré lui, la manifestation a tenu le coup et dominé la journée du 27 octobre. Pour ceux à qui cela ne suffit pas, ils auront malheureusement d'autres occasions de s'instruire.

\*\*\*

Je répète qu'il n'y a pas de comparaison possible entre la manifestation de la Mutualité et les quelques rassemblements qui furent organisés dans les municipalités communistes de banlieue. Je ne sous-estime pas les débrayages qui eurent lieu dans plusieurs entreprises. Le plus souvent, ils furent très minoritaires. Quand ils ne le furent pas, il serait intéressant de vérifier que c'est là où l'action commune des trois grandes organisations syndicales avait été effectivement réalisée. Car il ne faudrait pas se méprendre sur notre position (tant pis pour ceux qui se bouchent obstinément les yeux et les oreilles !) : nous savons que l'action commune est payante, mais quand elle s'opère sans prétention aucune de quiconque à l'hégémonie, sans cet appétit de pouvoir pour lequel chaque revendication, chaque mouvement, n'est qu'une occasion, entre autres. Le parti communiste ne veut pas être « une force d'appoint ». Il l'a dit par la voix de ses cardinaux. Il n'a pas encore digéré cette action pour l'école laïque dans laquelle il lui fallut bien prendre son rang, qu'il ne parvint pas à chaperonner, dont il ne put vraiment « se servir ». Cette fois, il a préféré se démasquer et, sans honte, tenter de briser par tous les moyens, une action qu'il ne contrôlait pas. Il a échoué. Il le sait maintenant. Demain, il y aura de « l'autocritique ». Mais il n'échappera pas à sa nature profonde. Il recommencera.

Comme, parmi nos « partis pris », il y a celui d'affronter les critiques, et d'écrire ce que nous pensons (plus exactement, ce que chacun de nous pense), nous ne pouvons manquer de souligner la volonté d'action et d'organisation dont fit preuve, le 27 octobre, le P.S.U. (Parti Socialiste Unifié). Il donna à ses adhérents et sympathisants des mots d'ordre de rassemblement vers le boulevard Arago et la prison de la Santé. C'est là que les cortèges les plus nombreux affrontèrent les charges policières et où nous vîmes — chose depuis longtemps oubliée — les dirigeants politiques payer de leur personne. Cela étant dit, bien entendu, libre de tout engagement.

\*\*\*

Maintenant, les animateurs de l'Union Nationale des Etudiants, et leurs « conseillers » — Forestier en tête — peuvent s'attendre à toutes sortes de gentilleses. Il va leur falloir de l'estomac. Examinons un peu les reproches qui peuvent leur être faits ; j'entends, par ceux qui prirent part à l'action, non par ceux qui la sabotèrent.

Fallait-il maintenir la manifestation interdite de la place de la Bastille ? Pour répondre à cette question, il faudrait vraiment être « dans le coup ». La volonté d'action, la fermeté des étudiants, celle de leurs dirigeants me paraissent hors de doute. Mais il fallait sauvegarder une cohésion suffisante. Certes, la responsabilité de ceux à qui incombait la décision était grande. Il m'est difficile, je l'avoue, de dire s'il fallait maintenir ou non. Remarquez qu'au temps de notre belle jeunesse — il faut déjà compter un bon quart de siècle — les manifestations interdites étaient monnaie courante. Les plus célèbres manifestations furent interdites. Par exemple, celle qui souleva le peuple de Paris à l'annonce de l'exécution de Sacco et de Vanzetti. Il reste qu'une manifestation interdite, et un défilé « de la Nation à la Bastille », ce n'est pas du tout la même chose.

En tout cas, quand l'U.N.E.F. et les syndicats qui appuyaient son initiative, décidèrent la manifestation de la Bastille, il ne me paraît pas faire de doute qu'ils devaient s'attendre à ce qu'elle fût interdite. Donc, ils devaient avoir dans leur sac une position de repli possible, et cela indépendamment du ministre de l'Intérieur. Par exemple, le rassemblement à la Bourse du travail (ou à la Mutualité). Je ne crois pas que le passage par le bureau du ministre de l'Intérieur était indispensable. En disant cela, j'use seulement du droit de tout syndiqué de donner son avis sur une action à laquelle on l'a appelé à participer. Mais, maintenant que l'événement est passé, on peut bien dire qu'en dépit des « accords » conclus avec « le premier flic de France » (Clemenceau *dixit*), c'est bien une manifestation publique, et une manifestation de masse, que nous avons eue le 27 octobre. C'est cela qui compte.

Au surplus, l'action n'est pas finie. Elle ne pourra l'être que lorsque son objet sera atteint : la paix en Algérie. Peut-être faudra-t-il affronter des interdictions nouvelles ? Dès maintenant, il faut maintenir et renforcer le front syndical commun. Nous ne cesserons pas de le répéter : à quand l'arrêt de travail général contre la guerre colonialiste ? A quand le « Zimmerwald » franco-africain, c'est-à-dire — pour ceux qui ne savent pas, ou qui ne savent plus, ce que signifie « Zimmerwald » — la conférence syndicale franco-africaine, la réunion de ceux qui n'ont jamais cessé d'être dans le même camp.

\*\*\*

## Dans la Loire :

Comme je l'ai dit, les situations en province diffèrent souvent à tel point de celle de Paris que nos lecteurs des départements pourraient trouver déformé le tableau que j'en ai fait.

Dans la Loire, par exemple, où se maintient — comme à Lyon aussi — une vieille tradition ouvrière qui ne s'en laisse pas conter, et des militants syndicaux qui ont appris à « tenir le coup », la journée du 27 octobre a vraiment été une journée d'action commune. Il s'est constitué dans la Loire un « carrefour » qui, pour la paix en Algérie, réunit trente-six organisations, dont l'Union des Syndicalistes. Ce « carrefour » avait déjà organisé avec succès diverses manifestations contre la guerre d'Algérie. Il a pris une grande part dans la réussite, à Saint-Etienne, de la journée du 27 octobre. Toutes les organisations syndicales s'étaient accordées pour lancer le mot d'ordre de débrayage à 11 heures pour se rendre à la Bourse du travail. Le mot

d'ordre a été très largement suivi dans toutes les grandes entreprises de la ville. A la Bourse du travail, les salles furent trop petites pour contenir la foule rassemblée ; elle déborda à l'entour, sans incident. Mathevet, de la C.F.T.C. ; Soffietto, de Force Ouvrière ; Sanguedolce, de la C.G.T. ; Forisier, de la F.E.N., firent entendre, à l'intérieur et en dehors, la voix de la paix négociée.

A Firminy, près de quatre mille personnes ont défilé dans la rue avec des banderoles. Le débrayage fut quasi-général à La Ricamarie, au Chambon-Feugerolles, à Saint-Chamond et à Rive-de-Gier.

Il y a encore, à Saint-Etienne, un journal : « La Tribune Républicaine », qui fait une large place aux informations ouvrières et sociales et qui passe les nombreux communiqués de l'Union des Syndicalistes. A Paris, il y a belle lurette que ce vestige de démocratie n'existe plus.

\*\*\*

## Gains électoraux de la C.G.T. et sous-consommation des travailleurs

Beaucoup des plus récents résultats des élections aux comités d'entreprises montrent un accroissement notable des voix de la C.G.T. C'est la traduction du mécontentement ouvrier. Ce phénomène est maintenant parfaitement connu. Ce n'est pas pour cela que la C.G.T. comptera demain plus d'adhérents ; moins encore, nous ne la verrons capable — sans l'appui des autres formations syndicales — d'entraîner les ouvriers à une action précise. Mais beaucoup de travailleurs inorganisés, quand ils ne sont pas contents, votent pour les candidats de la C.G.T., considérés *a priori* comme ceux qui embêtent le plus les patrons et le gouvernement. Les autres centrales ne sont pas seulement ici victimes de préventions ; c'est peut-être aussi le prix de leur inaction, ou bien d'une action qui n'apparaît pas toujours plus claire, plus indépendante, plus débarrassée des hypothèques politiques et gouvernementales.

Ce mécontentement ouvrier, il est en tout cas bien justifié par la réduction de la part sociale des salariés, la diminution de leur pouvoir d'achat, les restrictions de consommation qui en résultent, tous phénomènes non seulement plus nettement éprouvés chaque jour, mais traduits de plus en plus dans l'économie générale et dans les statistiques qui la mesurent.

D'une étude publiée dans « Le Monde » des 23 et 24 octobre, il ressort qu'alors que le pouvoir d'achat de la famille ouvrière est, en 1960, inférieur à celui de 1957, le revenu réel moyen et la consommation de « l'entrepreneur » (industriel et commerçant) a sensiblement augmenté pendant la même période. C'est un « transfert » dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes, qui traduit de la façon la plus concrète le rapport des forces sociales. Devant la commission sénatoriale des Finances, le rapporteur, M. Pellenc, a indiqué que « le redressement financier intérieur et extérieur a eu une contrepartie sévère et que le rythme actuel d'expansion industrielle est tombé de 9,9 % à 5,3 %, le plan de modernisation a pris un retard d'un an ». M. Pellenc indique aussi que, pendant deux années consécutives (les deux années césariennes), les dépenses de consommation par habitant ont diminué. Et M. Pellenc ne fait pas de différence entre les consommateurs. Cette différence, la vie quotidienne la fait : ce sont les travailleurs salariés, et seulement eux, qui ont moins consommé parce qu'ils ont moins perçu à la table du revenu national. Sur le problème de la viande (qui, paraît-il, n'est un problème qu'en raison de la mauvaise éducation de la ménagère qui ne sait pas « suivre le bœuf » !), je lis dans une revue qui s'appelle « Vie et Sciences économiques » (bulletin d'information des docteurs

ès Sciences économiques) un article de quelqu'un qui s'y connaît puisqu'il est le directeur de la Société des Grands Abattoirs de France. Je lis donc ceci : « *La récession du pouvoir d'achat constatée au cours des deux dernières années, a entraîné sur le marché intérieur une baisse de consommation de la viande qu'on peut évaluer à 5 % (la réduction de 5 % conduit à une mévente de 50 à 60.000 tonnes de viande nette).* »

Vous suivez le bœuf ! Tout concorde et tout s'explique. Les travailleurs n'avaient d'ailleurs pas be-

soin de toutes ces confirmations chiffrées. Combien cette habile politique des nouveaux maîtres — dignes de ceux qui les ont précédés — apporte-t-elle de milliers de voix supplémentaires à la C.G.T. ? Remarquez bien : cela ne pourrait que nous satisfaire si le mécontentement ouvrier renforçait un mouvement syndical uni et indépendant. Mais ceci est une autre histoire. Les événements récents ont encore montré ce qu'il fallait penser de la politique du parti qui tient la C.G.T. par la tête.

R. GUILLORE.

## Au pays où les immeubles s'écroulent

# Plus que jamais, sécurité dans les chantiers

Le 29 septembre, un accident s'est produit sur un chantier de la rue Marcadet. Deux ouvriers, membres du syndicat autonome du Bâtiment et des Travaux publics, y ont été blessés, pas trop gravement, heureusement. Il s'agit des camarades Bouzigou et Quillez. D'autres blessés, cinq en tout, parmi lesquels des locataires de l'immeuble effondré, furent conduits à l'hôpital.

C'est, encore une fois, l'incurie patronale qui en est la cause. La société Laurenti construisait un garage au 34 rue Marcadet et 49 rue Ordener. A cet emplacement, des bâtiments vétustes entouraient le chantier. Pour consolider les vieux murs, on entreprit des travaux de consolidation en sous-œuvre ; préalablement, l'entreprise fit faire une saignée dans la maçonnerie du pignon qui s'est effondré et y posa une poutre armée coulée en béton, ce qu'il convient toujours de faire en pareil cas. Mais le boisage méthodique des sous-œuvres fut, hélas, négligé, ce qui fit travailler le sous-sol. Mais ce qui est incompréhensible, c'est que l'on n'ait pas étayé le pignon en question par des batteries de charpente, avec des grumes de sapin et des madriers apposés à l'immeuble en couche verticale, les grumes venant s'y poser en demi-éventail, fixées au sol par des doubles semelles inclinées avec coin de serrage, de façon à raidir la portée des batteries contre le pignon.

Bien entendu, cela a été fait après l'effondrement, ce qui démontre la faute grave, la négligence criminelle de l'architecte et de l'entrepreneur.

La presse du 30 septembre, qui y a consacré quelques lignes et une photographie des lieux, conclut, de la manière habituelle, qu'une enquête serait ouverte. Les sus-indiqués sont d'autant plus coupables à nos yeux qu'ils furent prévenus en temps opportun du danger qui menaçait les ouvriers et les locataires habitant l'immeuble.

Lisez plutôt ce qu'a déclaré le fils d'un des blessés : « Ce fut terrible, déclara M. Marcel Benhamouda (27 ans). Maintenant, voici dix personnes sans logis, sans argent, sans rien, et parmi eux un bébé de six mois que sa mère a sauvé de justesse. Pourtant, cet accident, cela faisait un moment que nous le prévoyions. Nous avons même averti le gérant de l'immeuble, ainsi que les architectes du garage. Rien n'y fit. » Ainsi leur responsabilité est entière.

« Un pan de mur glissait lentement », a déclaré une dame du 34 rue Marcadet. « Gare là-dessous, le mur s'effondre ! », a crié notre camarade Bouzigou avant d'être lui-même frappé par des moellons. Si le mur avait été étayé, il n'aurait pas glissé dans un craquement sinistre, ensevelissant un certain nombre d'ouvriers et précipitant dans le vide les locataires du dessus.

Pas besoin d'aller bien loin pour découvrir les véritables raisons de cette grave négligence. Bien

sûr, le bois coûte cher. Les ouvriers spécialisés qui le mettent en œuvre également. Pour le fonçage en sous-œuvre, il eût fallu embaucher des puisatiers, mineurs boiseurs, mais, là aussi, il faut mettre la main à la bourse pour les payer. Mieux vaut, n'est-ce pas, Messieurs, faire venir de la main-d'œuvre pas cher d'au-delà des Alpes, à qui on fait faire n'importe quoi, n'importe comment, à qui l'on fait faire beaucoup d'heures pour n'importe quel prix, au mépris de toutes les lois sociales en vigueur et des us et coutumes corporatifs. Une seule chose compte pour ces négriers d'un nouveau genre : produire, toujours produire, au mépris de tous les règlements et du cahier des charges. La sécurité des ouvriers, cela ne compte pas. Pas plus du reste que celle des riverains. Surmené par des chaouches à la solde de l'entreprise, le travailleur n'a pas le temps de prendre les mesures les plus élémentaires pour assurer sa propre sécurité. Non, ces aboyeurs incompétents ne sont pas des chefs de chantier conscients de leurs devoirs et de la sécurité de leurs hommes. Quant aux technocrates, il vaut mieux ne pas en parler. Ce sont des baladins de chantier, rien de plus.

« Ici, on n'embauche pas d'étrangers », disait le chef italien à un compagnon français cherchant du travail. Il y a, dans cette entreprise, plus de 90 % de pauvres frères exploités, par leurs compatriotes, véritables maquereaux de l'industrie du bâtiment et des métiers annexes. Mais que devient, dans l'histoire, l'inspecteur du travail ? Que fait le fameux organisme « Sécurité » ? Nous posons la question à nouveau avec insistance. Il faut reconnaître les délégués à la sécurité sur les chantiers, élus par les ouvriers sur le lieu même du travail, et leur donner pouvoir d'exécution, face à l'inertie patronale laquelle est manifeste, comme ce fut le cas rue Marcadet.

Notre Fédération Autonome du Bâtiment, Bois, Ameublement, Travaux Publics, Matériaux de Construction et Extraction reprend à son compte cette vieille revendication abandonnée par les fédérations politisées et réformistes ; elle appelle les travailleurs à veiller eux-mêmes sur leur sécurité dans le travail, à exiger plus d'hygiène dans les chantiers, mais, consciente du rôle important qu'elle a et qu'elle aura à jouer, dans l'intérêt primordial des ouvriers, elle estime d'une nécessité criante l'établissement d'une loi instituant des délégués à l'hygiène et à la sécurité dans notre industrie. Mais elle sait que cette revendication, comme les autres, ne s'obtiendra qu'avec le retour des travailleurs dans les syndicats. Les syndicats autonomes fédérés et confédérés leur en offrent la possibilité à seule fin d'agir avec efficacité.

P. RIGUIDEL, Secrétaire général,  
Fédération Autonome du Bâtiment  
19, Boulevard Sébastopol, Paris.

# Notes d'Economie et de Politique

## QUI L'EMPORTERA DU CONSEIL OUVRIER OU DE L'ETAT ?

Le mois dernier, il a été annoncé (je ne sais si beaucoup de journaux l'ont fait) que la liberté de la presse venait d'être instituée en Yougoslavie. Désormais, l'autorisation préalable n'est plus nécessaire pour la publication d'un journal. La loi comprend, en outre, certaines autres dispositions telles que celles donnant un droit de réponse à toute personne attaquée par le journal, ce qui est une contrepartie indispensable à la liberté de la presse, et le droit d'accès pour tout journaliste aux sources d'information, droit sans lequel il serait loisible d'étouffer tout journal d'information.

Cette décision me semble d'un grand intérêt, et cela pour deux raisons.

En premier lieu, elle est intéressante par elle-même. La liberté de la presse n'est certes pas la plus importante des libertés ; elle ne touche directement qu'un petit nombre de personnes et ne s'applique pas à l'essentiel de la vie. La liberté du travail par exemple, ou bien la liberté familiale, ainsi que la garantie de l'inviolabilité de la personne, sont d'une nécessité beaucoup plus pressante pour la presque totalité des hommes. La liberté de la presse n'en possède pas moins une valeur exceptionnelle, parce qu'elle est à la fois un couronnement et une garantie. Elle est un couronnement parce qu'étant la plus audacieuse des libertés, celle de critiquer et d'attaquer publiquement le maître, son existence indique que les autres libertés ont dû déjà être conquises ; elle est également une garantie, parce qu'elle permet que ne soient pas étouffés les cas de violation des autres libertés, ce qui tend donc à les faire respecter.

Ce sont là des raisons suffisantes pour que nous nous réjouissons de la mesure qui vient d'être prise, et nous comptons bien qu'on ne cherchera pas à la tourner dans la pratique par des mesures administratives du genre de celle qu'avait mise en vigueur, à une époque, dans son protectorat tunisien, ce maître en jésuitisme qu'est l'Etat français : la loi reconnaissait la liberté de la presse pour tous les journaux, qu'ils soient rédigés en français ou en arabe, mais la police refusait systématiquement de donner un récépissé de déclaration de gérance aux journaux de langue arabe dont les promoteurs n'étaient pas *persona grata*, ce qui les empêchait de paraître, l'éditeur craignant de ne pouvoir prouver qu'il s'était mis en règle avec la loi !

Il serait bien désirable également qu'afin de confirmer sa volonté de laisser dorénavant toutes les opinions s'exprimer, l'Etat yougoslave libère l'auteur de *La Nouvelle Classe*, Djilas, n'ayant fait dans son livre qu'user du droit de critique qui est maintenant reconnu par la loi.

Mais cette libéralisation du régime, cet abandon par l'Etat d'un de ses principaux pouvoirs a, dans le cas particulier de la Yougoslavie, et au moment où nous sommes, une signification spéciale : il se peut que ce soit l'indice d'une évolution fondamentale.

Bien que la création des Conseils ouvriers yougoslaves date de dix ans, ce n'est qu'il y a quelques mois que nous avons cru devoir en parler, parce que, tout simplement, nous avions pensé

jusque-là que ces Conseils ouvriers, nommés par les ouvriers de chaque entreprise et chargés de diriger toutes les activités de l'entreprise, n'étaient probablement que du « bidon », simple camouflage destiné à recouvrir d'une apparence de socialisme la réalité de l'étatisme.

Mais le fait que ces Conseils n'ont pas cessé depuis dix ans de voir leurs attributions constamment étendues, ainsi peut-être, il faut le dire, que le ton de sincérité avec lequel Tito et Kardelj se sont exprimés au dernier congrès de l'Alliance socialiste, insistant sur le fait qu'en se développant les Conseils ouvriers devaient progressivement se substituer à l'Etat et que cette substitution était déjà commencée, me firent espérer qu'après tout, les Conseils yougoslaves n'étaient peut-être pas du bidon, qu'ils étaient peut-être bel et bien une réalité, et peut-être vraiment l'amorce de l'établissement du seul régime politique qui mérite la qualification de socialiste, celui d'une République des Conseils. Une république où le pouvoir est exercé directement par les producteurs, organisés sur les lieux mêmes et en vue même de la production.

Or, il est évident qu'entre un Etat totalitaire où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains de quelques hommes ou d'un parti, et des Conseils d'entreprises nommés directement par les travailleurs de l'entreprise et ayant tout pouvoir pour conduire leur travail comme ils l'entendent, il y a une antinomie absolue. Avec l'Etat, c'est un pouvoir d'en haut, imposé par lui-même ; avec les Conseils, c'est un pouvoir délégué, un pouvoir qui vient du bas ; dans le premier cas, il s'agit d'une autorité universelle, s'occupant de tout et décidant de tout ; dans le second, il s'agit d'autorités spécialisées, possédant des compétences concrètes ; d'un côté, un Etat « politique » basé sur des idées générales et qui vit de la plus-value ; de l'autre, un Conseil dont la tâche essentielle est d'ordre technique et consiste à produire de la plus-value ; là, des gens qui imposent leurs volontés avec le maximum de rigueur, du fait que les idées se présentent toujours sous la forme de vérités absolues, certaines, non discutables ; ici, des hommes qui sont quotidiennement aux prises avec la matière, sachant qu'il ne suffit pas de commander pour produire, se rendant compte de toutes les contingences de la réalité.

C'est pourquoi une coexistence durable de ces deux formes d'organisation apparaît comme impensable ; ce sont deux principes contraires dont la coexistence ne peut être que momentanée ; l'un des deux pouvoirs doit rapidement disparaître devant l'autre. Lequel sera-ce ?

Sera-ce l'Etat qui fera disparaître le Conseil en le privant de toute substance, le réduisant à l'état de prête-nom ou de domestique ? Ou seront-ce les Conseils qui finiront par absorber toutes les tâches utiles de l'Etat, amenant ainsi, selon la prédiction d'Engels, l'« évanescent » de l'Etat ?

Tel est le formidable « suspense » sous lequel vit actuellement la Yougoslavie. Son dénouement dépend de maints facteurs pour l'analyse desquels nous manquons complètement d'éléments, si bien que nous ne pouvons tenter de saisir le sens dans lequel la balance incline que par des moyens d'appréciation indirects, tel celui que nous fournissons aujourd'hui la nouvelle loi sur la presse.

Toute mesure de libéralisation, toute décision tendant à détotalitariser l'Etat peut, en effet, être considérée comme l'indice que la balance penche en faveur des Conseils ouvriers, tandis que tout ce qui tendrait à renforcer le despotisme étatique devrait être regardé comme une preuve de l'affaiblissement des Conseils. L'établissement de la liberté de la presse étant une diminution du pouvoir de l'Etat indique donc un renforcement de la puissance des Conseils.

Telle est la seconde raison pour laquelle la nouvelle loi apparaît comme étant d'une importance toute particulière.

## TU L'AS VOULU, GEORGE DANDIN !

Eh bien ! cette fois, ça y est, ou presque ! Vous l'avez ou allez l'avoir incessamment, votre « intervention communiste » ! Voilà six ans que, contrairement à toute vérité, à toute vraisemblance, vous déclarez à cor et à cris que la lutte des Algériens pour leur indépendance est d'inspiration communiste. Qu'elle a été fomentée par les Russes, qu'elle est aidée par les Russes. Et votre crétin numéro un osait encore gueuler hier, en pleine Chambre, que la guerre d'Algérie était une guerre pour la défense de l'Occident !

Pour ce cuistre sanguinaire, l'Occident, sans doute, c'est le massacre et la torture. En pratiquant en Algérie le massacre, la torture et l'assassinat à une échelle jamais encore atteinte, on défend les « valeurs de l'Occident » !

Certes, ce n'est pas moi qui prétendrai que l'homme blanc, et particulièrement, le Blanc d'Occident, n'est pas le plus sauvage des hommes ; jamais, sans doute, personne n'a exterminé autant d'êtres humains que l'Occidental, des peuples entiers et des races entières, dans sa soif inextinguible de puissance et de richesse.

Mais, tout de même, l'Occident ce n'est pas uniquement cela ! Ici aussi, la dialectique impose sa loi. L'Occidental ayant été le plus féroce des hommes, c'est en Occident qu'est née et s'est développée le plus l'idée du respect de la personne humaine. C'est parce qu'il y a eu des Calas qu'il y a eu des Voltaire. C'est pourquoi il n'y a pas un Occident, mais deux Occidents : le vôtre, monsieur, celui des « chasseurs de richesses » qui ne reculent devant rien pour l'obtention de la proie convoitée — et le nôtre, celui de ceux qui sont toujours avec le gibier contre le chasseur, avec la victime contre le tueur et le tortionnaire. C'est cet Occident-là que nous entendons défendre, et celui-là seulement.

Nous le défendrons et contre l'Orient, et contre vous.

Mais, pas d'équivoque ! Ne vous parez pas des vertus de notre Occident pour défendre les intérêts du vôtre !

Durant six ans, vous avez défendu le vôtre selon votre mode habituel, par l'atrocité, tout en utilisant la respectabilité du nôtre pour tenter de faire croire que c'était lui que vous défendiez. Et que vous le défendiez contre l'Orient, alors que votre façon de le défendre était précisément celle de Gengis-khan.

Eh bien ! aujourd'hui, l'Orient est à vos portes. Nous allons voir comment vous allez vous défendre.

Pendant six ans vous avez crié « Au loup ! », sachant pertinemment que le loup n'était pas là. Le loup a fini par entendre vos cris, et le voilà qui s'approche. Or, chose curieuse, du coup, vous ne criez plus. Vous n'avez point, que je sache, demandé la moindre explication à Moscou sur ses promesses d'aide au F.L.N. Et aucun même de vos commis de presse ne s'est aventuré à vitupérer la Chine, comme ils vitupéraient autrefois l'Egypte. C'est que, si le loup vous était un

prétexte commode alors qu'il n'existait pas, maintenant que le voici, vous avez peur.

Pendant six années, les Algériens qui en avaient peur autant que vous, et à juste titre, se sont fait un devoir de ne pas l'appeler.

Mais aujourd'hui, cela ne leur est plus possible. Voilà six ans qu'ils se battent à armes terriblement inégales ; ils en ont assez ! Ils n'acceptent plus de n'avoir que des mitraillettes pour répondre à vos obus incendiaires et à vos bombes au napalm ; ils n'acceptent plus de ne pouvoir passer vos barrages électrifiés que sur les corps carbonisés des leurs ; ils n'acceptent plus de ne pas pouvoir secourir leurs femmes et leurs enfants qui meurent de faim dans vos centres de « regroupement » ; ils ont donc décidé que, quoi que cela puisse leur coûter, ils vous combattront désormais à armes égales ou presque égales, avec des avions, des tanks, des canons, du T.N.T., et du napalm au besoin. Tout cela, oui, leur viendra de l'Orient. Les armes, et peut-être aussi... les hommes !

Ne vous en plaignez pas ! Vous allez avoir ainsi votre justification ! Vous allez vraiment avoir à défendre l'Occident ! Vous allez pouvoir envoyer vos avions sur Moscou et sur Pékin, comme vous les envoyâtes sur Port-Saïd, puisque Moscou et Pékin ont relayé Le Caire comme fournisseurs d'armes du F.L.N.

Seulement, voilà, vous n'avez pas l'air de vous en ressentir beaucoup pour la bagarre. Il y a si longtemps que votre armée n'est plus habituée à se battre à armes égales, et la dernière fois que cela lui est arrivé, ce fut la course aux Pyrénées ! Vous savez crier au loup, lorsqu'il n'est pas là ; le jour où il sera là, vous lui demanderez grâce !

Vous l'accordera-t-il ? C'est une autre question. Mais quelle que soit sa réponse, vous serez compté parmi les fossoyeurs de l'Occident.

## STUPIDITE OU CORRUPTION ?

Je le dis tout net : il y a une chose que je ne comprends pas, c'est qu'on puisse réclamer, comme le fait une grande partie du parti travailliste anglais, un désarmement nucléaire unilatéral.

Que l'on demande à son pays de procéder à un désarmement total unilatéral, comme cela fut réalisé au Danemark entre les deux guerres, cela est compréhensible. Dans l'état actuel des choses, c'est se vouer par avance à l'esclavage, mais on comprend que, chez certains, la certitude de l'esclavage paraît moins douloureuse que le risque de la mort.

Que, d'autre part, on réclame un désarmement nucléaire général, cela se comprend encore mieux. Il est, en effet, permis de supposer qu'une guerre non nucléaire ferait moins de victimes et de dégâts qu'une guerre conduite avec des bombes A et des bombes H, et que, vaille que vaille, il vaut mieux un million de morts que dix millions.

Mais que des gens qui ont l'intention de se défendre s'ils sont attaqués, comme c'est le cas des travaillistes anglais qui suivent Cousins (car, sinon, ils demanderaient un désarmement total), refusent de pouvoir disposer pour leur défense de l'arme la plus efficace, alors qu'ils savent que leur adversaire éventuel la possède et n'hésitera pas à s'en servir, cela me semble de la folie pure.

S'en tenir au trinitrotoluol au temps de l'explosion atomique, c'est comme vouloir se défendre à l'arme blanche au temps de la poudre à canon. De telles aberrations ne peuvent s'expliquer que par une volonté de suicide. Les suicides sont, en effet, assez courants en Angleterre.

Pour moi, donc, qui désire ni me suicider, ni être esclave, je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'un Etat qui a la volonté de se défendre cherche à se munir d'un armement atomique s'il en a les moyens.

A une condition cependant, c'est que la « force de frappe » qu'il entend ainsi se constituer puisse réellement frapper. Qu'elle ne soit pas conçue de telle manière qu'il est évident que le jour où elle sera prête, son inefficacité sera totale.

Or, M. de Gaulle propose aujourd'hui au Parlement la construction de bombes atomiques qui seront délivrées par avions ! par des avions qui ne seront prêts à opérer que d'ici trois ou quatre ans !

Tout le monde sait, cependant, que dès maintenant la possibilité pour des bombardiers, même supersoniques, de percer les défenses russes est très faible. Grâce au radar et aux fusées, les Russes sont en état aujourd'hui de protéger tous leurs centres vitaux, et il est bien probable que dans quatre ans ils seront en mesure d'interdire tout survol de leur territoire en quelque point que ce soit.

Les Etats-Unis espèrent pouvoir encore percer les défenses russes parce qu'ils ont des bombardiers en si grand nombre que, même si 80 % ou 90 % d'entre eux succombaient avant d'atteindre leur but, il en resterait encore suffisamment pour détruire les objectifs, mais, d'une part, cela n'est vrai que pour aujourd'hui et pas pour dans quatre ans, et d'autre part, cela n'est vrai que pour un nombre de bombardiers d'un tout autre ordre de grandeur que celui auquel pourra jamais atteindre la France.

L'avion porteur de bombes n'est donc plus aujourd'hui qu'un engin destiné à boucher un trou. A couvrir le temps qu'il faut à l'industrie américaine pour construire des fusées en nombre suffisant. Lorsque cela sera fait, en quoi, je vous prie, serait-il utile d'aller porter des bombes au-dessus du territoire de l'adversaire, avec les énormes risques que cela comporte, alors qu'on peut les envoyer tranquillement de chez soi ?

Cela, cependant, à une condition. C'est qu'on puisse être sûr que les fusées seront encore en état d'être tirées, le jour où on en aura besoin. Or, tel n'était pas le cas pour les premières fusées. Celles-ci, à comburant liquide, nécessitaient des installations de lancement considérables, de véritables usines, dont l'emplacement était nécessairement fixe et pouvait donc être connu de l'adversaire, si bien que celui-ci, par une attaque-surprise, pouvait les rendre inutilisables, et interdire par là toute riposte. A ce moment, les avions porteurs de bombes, à condition qu'il y en ait toujours en l'air, avaient encore leur justification.

Mais aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Maintenant que des fusées mobiles, du genre de la fusée Polaris, ont été mises au point, fusées qu'on peut transporter sur n'importe quoi, sur un sous-marin, sur un train, peut-être même sur des camions, et qui peuvent en être directement lancées, le risque de l'attaque-surprise n'existe plus, l'adversaire ignorant naturellement à quel emplacement exact, à un moment donné, se trouve le sous-marin ou le train.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il n'est plus qu'une « force de frappe » véritable, celle qui est constituée par des fusées à plate-forme mobile, du genre Polaris ; tout le reste ne compte pas.

### QUEL SACRE JESUITE !

Dans la R.P. d'octobre, nous avons indiqué que les Européens français et étrangers dont le conjoint était mort dans la catastrophe de Fréjus l'an dernier, toucheraient, d'après une

décision du maire, une somme de 3 millions d'anciens francs pour « préjudice moral », alors que les Nord-Africains se trouvant dans la même situation, ne toucheraient, eux, que 500.000 francs.

A la suite de cette note, la mairie de Fréjus a fait publier un communiqué qui s'élève contre « certaines affirmations » concernant la répartition des fonds aux victimes de Fréjus, et où il est dit en ce qui concerne les Nord-Africains (je cite d'après le *Figaro* du 25 octobre) : « Les Français musulmans ont perçu en espèces une somme au moins égale, et parfois supérieure au montant déclaré du sinistre. »

Mais personne, que je sache, n'a jamais prétendu le contraire ! Nous n'avons parlé à aucun moment de ce qui avait été distribué pour les dégâts matériels, mais seulement de ce qui fut alloué pour le « préjudice moral », c'est-à-dire, en l'espèce, la perte du conjoint. Or, sur ce point bien précis, le communiqué de la mairie de Fréjus est muet. Et pour cause ! C'est le procédé bien connu du parfait jésuite : on parle d'autre chose et on prétend avoir répondu !

Pour nous qui considérons que notre tâche, entre autres choses, est de poursuivre le jésuitisme partout où il se trouve, le silence du communiqué sur tout ce qui concerne les sommes données pour perte du conjoint équivaut purement et simplement à une confirmation de notre dire.

Mais quel aplomb faut-il, tout de même, au conseiller à la Cour des comptes, maire de Fréjus, pour oser continuer à affirmer qu'« aucune discrimination raciale n'a été pratiquée » ! Telle est la bonne foi d'un conseiller à la Cour des comptes ! Etonnez-vous après cela que les comptes de l'Etat soient toujours faux !

Robert LOUZON.

P.-S. — Ainsi donc, voici le Siam — le Siam allié militaire des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France au sein de S.E.A.T.O., le Siam qui, il n'y a guère qu'un mois, parlait d'entrer en guerre contre le Laos coupable d'avoir un gouvernement « neutraliste » — qui vient d'accepter une aide financière de la Russie ! Autrement dit, il bascule dans l'autre camp. Trois mois après le Laos, le Siam ! Des Antilles à l'Indonésie, tout le monde décidément se débène. A qui le tour ?

Si j'étais psychologue, je tâcherais de faire une thèse sur les rapports de l'esprit mathématique avec l'antimilitarisme. Car, avouez que l'armée n'a pas de chance avec les mathématiciens, du moins avec les mathématiciens français.

Le plus génial d'entre ceux du siècle dernier se fit renvoyer de Normale pour avoir engueulé le directeur qui, en faisant fermer les portes de l'école, l'avait empêché d'aller combattre l'armée française, les armes à la main, dans les rues de Paris, au cours des « Trois Glorieuses ».

Entre les deux siècles, au temps de l'Affaire Dreyfus, certains des plus renommés mathématiciens de l'époque tels que Painlevé et Hadamard, prirent position publiquement contre le « faux patriotique » et la « justice » des conseils de guerre.

Quant aux contemporains, leur chef de file s'est vu condamner à mort par un tribunal militaire pour désertion en temps de guerre, cependant qu'un titulaire du grand prix international des mathématiques vient d'approuver publiquement l'insoumission dans la guerre d'Algérie, et que 78 autres, appartenant tous aux couches supérieures de la profession, professeurs de Facultés, maîtres de conférences, chefs de travaux pratiques, menacent de partir à l'étranger si on continue à suspendre et à révoquer ceux d'entre eux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement sur l'Algérie et le devoir militaire !

En vérité, je vous le dis, il doit y avoir quelque chose de diabolique dans les mathématiques.



# QUEL PARTI? QUEL SOCIALISME?

La lecture des notes du camarade R. Pilou me laisse insatisfait (1). De chapitre en chapitre, je dirais presque de paragraphe en paragraphe, je tomberais volontiers d'accord. C'est l'ensemble qui me chiffonne. Cela boîte de quelque part, mais d'où? Comme une addition correcte qui déboucherait sur un résultat choquant.

\*\*\*

Les partis politiques de « gauche », constate R. Pilou, n'ont d'effectifs que squelettiques. Cette défection il l'impute : 1° à leur manque de démocratie interne ; 2° à leur hypocrite collaboration avec le régime. Il n'y aurait d'autre voie vers le socialisme qu'un neuf et authentique parti révolutionnaire qui regrouperait les militants sérieux actuellement épars parmi cent cénacles.

\*\*\*

Faut-il refaire le procès des partis politiques? Voués au parlementarisme, ils recherchent moins une adhésion qu'ils ne sollicitent une clientèle. La mainmise de l'appareil, c'est-à-dire des permanents sur les rouages (notamment administratifs) du parti suffit à assurer et à maintenir cette orientation.

En serait-il autrement que par définition le parti resterait sectaire. Il n'existe et ne saurait exister qu'en fonction d'un impératif. Toute déviation finira scission. Après d'autres, l'histoire du parti communiste et mieux encore peut-être celle de ses multiples et successives oppositions sont là pour l'établir.

Ce que l'on appelle démocratie politique ce n'est ni la liberté en soi, voire la liberté au sein de l'un ou de l'autre parti. C'est l'occasion de choisir plus ou moins librement entre divers partis également autoritaires. La dictature commence quand ce choix même est contesté.

Il conviendrait ici de tracer un parallèle entre parti et syndicat. Montrer pourquoi et comment le syndicat, à l'encontre du parti, est unitaire et démocratique. Mais aussitôt se heurte à cette autre réalité : que les syndicats sont divisés, opposés, hiérarchisés, bureaucratiques et autoritaires.

Et rien encore ne serait désespéré si la classe ouvrière à son tour ne s'était installée dans le régime.

\*\*\*

Déclin du socialisme. Vraisemblablement partout dans le monde, en Europe à coup sûr, l'idée socialiste est en recul. Ce concept naguère assez simple s'est chargé de tant de significations et si diverses qu'il donne lieu aux pires confusions. Jusqu'aux approches de la première guerre mondiale le socialisme était somme toute l'image sinon le projet d'une société lointaine et hypothétique, sans frontières, sans classes puisque sans propriété privée, dispensatrice du bien-être général et de la liberté. Ses partisans ne se disputaient que sur une question de méthode : réformistes et révolutionnaires. En août 1914, les premiers en totalité et une large fraction des seconds s'unirent pour sacrifier les uns leur peau les autres leur conscience à la sauvegarde du régime.

Dès la première épreuve l'internationale ouvrière succombait pour ne se relever jamais, malgré Zimmerwald et malgré la flambée d'espoir que la révolution russe allait autoriser.

...Octobre 1917. Pour la première fois, le socialisme prenait pied dans l'histoire. Sous la forme de conseils d'entreprise et sous l'impulsion d'un parti révolutionnaire quasi professionnel. Aube d'un monde nouveau, la lumière nous venait de l'Orient. Même les aveugles seraient éblouis.

(1) Cette lettre nous parvient de Belgique. On s'en apercevra, elle répond aux écrits de R. Pilou (R.P. n° 451 et 453, juillet et septembre 1960).

Eblouis nous le fûmes tous. Jusqu'aux libertaires qui hurlèrent avec les loups. Sans doute savions-nous les obstacles et qu'il faudrait user de violence. La dictature peut-être qu'il s'y fallait résoudre, sinon renoncer au pouvoir. Des soldats mal armés et qui fuyaient le front de guerre, il fallut les ramener au front de l'intérieur. Les villes affamées, il fallait les nourrir et les garder des pillards. Les paysans qui s'étaient emparés des terres en les émiettant, il faudrait les leur reprendre pour les rassembler. L'industrie était toute entière à créer. Le socialisme en Russie fut un problème militaire d'abord, ensuite économique. La politique leur demeurait étroitement asservie. Je ne suis pas loin de croire que la terreur fut en ce moment une sorte d'opportunisme.

Communisme de guerre? Dictature du prolétariat? Les théoriciens du marxisme militant gauchirent leur dialectique jusqu'au paradoxe et au calambour. On prétendit prouver que le renforcement de l'autorité préluait au déclin de l'Etat. Du même mouvement qui animait la troisième internationale, le gouvernement de Moscou préparait le « socialisme dans un seul pays ». Doctrine singulière dont allaient pâtir la révolte à Canton, les émeutes à Berlin.

Elaborées en secret, répandues sous le manteau, les thèses des oppositions n'alertèrent que la police et les tribunaux. Je doute que moins soumises à la répression elles eussent été plus efficaces. Les temps étaient passés que le pays écoutait les sirènes. Le système avait pris corps et visage, le régime était stabilisé. La preuve était faite qu'un régime pouvait vivre, industriel et centralisé, autre que capitaliste. Mais on disputera longtemps si ce système mène au socialisme. Et de quel prix il se paye.

\*\*\*

Que quarante ans de dictature révolutionnaire aboutissent à une forme d'oppression originale aussi étrangère au socialisme qu'éloignée du capitalisme, cela peut expliquer la déception du mouvement ouvrier et son désarroi, cela n'explique pas son apathie. Mais cette sorte d'indifférence générale actuelle envers la chose publique, est-ce seulement apathie? Le camarade Pilou pense autrement, qui écrit : « Dans le fond, la grande majorité des Français qui vivent des fruits de leur travail trouvent ce régime supportable, communistes en tête. » La dure opposition du capital et du travail engendrant pareille acceptation, cela suppose un changement essentiel dans la nature du capitalisme et du salariat et dans leurs rapports.

Il n'est pas excessif de dire que le capitalisme en tant que système social et économique a vécu. Le « patron » style « maître de forges », possédant les moyens de production et exploitant direct de la main-d'œuvre salariée, a cédé la place au conseil d'administration, au directeur d'entreprise, au personnel de maîtrise, à autant de chefs, autant de privilégiés, tous indépendants du capital représenté par des bailleurs de fonds anonymes et résolument parasitaires. L'exploitation, bien sûr, persiste, mais elle a pris une tournure impersonnelle qui ajoute à notre confusion. Qu'on réfléchisse à ceci : en principe rien ne s'oppose pour un fondé de pouvoir de la Société Générale de Banque qu'il s'inscrive au syndicat des employés ; alors que le moindre typographe, militant éprouvé, sera impitoyablement rayé de l'organisation ouvrière s'il acquiert un petit matériel vétuste et s'installe imprimeur de cartes de visite (2). Qu'en penser? Sinon que notre vocabu-

(2) J'ai choisi ces exemples parce qu'ils sont vécus et que je les ai connus d'assez près.

laire et les statuts de nos organisations n'ont plus grand rapport avec la réalité vivante.

On s'est au surplus ingénié à rendre l'exploitation supportable. Sécurité sociale, retraites ouvrières, assurances contre la maladie et les accidents, allocations familiales, indemnités de chômage, autant de palliatifs dont on ne saurait méconnaître l'effet lénitif. D'un même contexte la classe ouvrière s'est étirée, divisée, compartimentée, cloisonnée. Des catégories s'échelonnent, aux intérêts divergents. Sur le plan revendicatif il devient malaisé d'imaginer un mot d'ordre susceptible de rallier encore l'ensemble des travailleurs.

On ne saurait rendre compte de cette évolution sans un réexamen attentif du problème de l'Etat. Karl Marx a décrit l'Etat « organe extérieur à la société et qui s'en écarte toujours davantage ». Ses épigones ont dénoncé l'Etat « instrument d'oppression au service de la classe dominante ». Si elles valaient à telle ou telle période du devenir social, ces formules par leur laconisme même avaient un caractère définitif dont ces dialecticiens auraient dû se méfier. Loin de s'en écarter, l'Etat a pénétré la société comme l'huile pénètre un tissu. L'instrument est devenu indépendant et singulièrement actif.

Il nous heurte de partout. Il est présent à l'usine, à l'atelier, au magasin, aux échopes. C'est lui qui décide la durée, l'horaire et les normes du travail. Lui qui conclut les marchés avec l'étranger. Lui qui fixe la nature et la quantité des marchandises admises à l'importation. Qui les frappe de taxes et par conséquent en établit le prix. C'est lui qui organise les transports. Qui exploite les régies. Qui contrôle la presse et la publicité. Lui qui finance et oriente la recherche scientifique. Qui dénombre les sans-travail et veille à leur subsistance. Qui s'inquiète de nos loisirs et s'occupe de nos divertissements. Sans cesse sollicité par des groupes de pression impuissants à résoudre seuls leurs propres problèmes, il propose et au besoin impose ses solutions. Cette emprise tend à s'étendre toujours davantage et l'idéal de l'Etat serait de s'emparer de toute l'économie pour la soumettre à des plans d'ensemble issus de ses bureaux. En ce sens on peut dire que l'Etat soviétique a quelque avance sur les Etats encore empêtrés de démocratie bourgeoise.

On sait du reste l'envahissante bureaucratie qu'un tel programme postule — son nombre, ses cadres, ses privilèges. On aurait tort de la juger au seul témoignage de Courteline. Le fonctionnaire existe qui sur le papier de l'administration fait rimer son catharre et ses peines de cœur. Mais les plans d'une Europe à venir c'est sur le même papier qu'on les dessine. Pour peu qu'ils aboutissent, nous connaissons le temps que les seuls partis communistes garderont une étiquette nationale. On votera au parlement européen, on souscrira aux emprunts atlantiques, que le parti stalinien de France sauvera les trois couleurs et chantera « la Marseillaise ». L'heure aura sonné de l'ultime slogan : « *Seuls les prolétaires ont une patrie.* » Alors — enfin ! — on aura vraiment tout entendu.

\*\*\*

Au regard de l'histoire notre époque apparaîtra comme marquée par le réveil de l'Asie et la libération des peuples asservis. Les théoriciens du socialisme avaient prévu cette révolte et qu'elle serait victorieuse. Mais les socialistes militants ont toujours eu envers les mouvements nationalistes une attitude réticente, sinon ambiguë. A la virile apostrophe : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* » allaient-ils substituer « *Prolétaires d'un tel pays alliez-vous à votre bourgeoisie* » ? Les moins doctrinaires y subodoraient un redoutable renoncement. Il restait la ressource de penser que la lutte contre l'occupation étrangère menait à l'indépen-

dance nationale, l'indépendance nationale à la liberté individuelle, la liberté individuelle à la conquête du pain. Ils sauvegardaient ainsi leur fidélité au matérialisme et leur foi en un avenir socialiste. Rome et leur socialisme avaient ceci en commun que tous les chemins peuvent y mener. Il n'est que de choisir son itinéraire.

L'expérience n'a guère confirmé cette attente. Des peuples ont secoué le joug étranger pour s'offrir aussitôt à une dictature indigène. Pourtant, à défaut du levain socialiste, les mouvements nationalistes ont un évident contenu social dont tout révolutionnaire doit se soucier. Mais les peuples, pour se révolter, n'attendent pas l'avis des sociologues. Nous fûmes ainsi coup sur coup confrontés à des problèmes auxquels nous étions mal préparés. La Hongrie, le Congo, l'Algérie. Il faut opter.

D'aucuns s'en tirent aisément en optant pour la révolte. (Il en est qui optent pour le Congo et contre la Hongrie, mais ceci est une autre histoire qui n'a strictement plus rien à voir avec le socialisme). Opter pour l'Algérie cela n'engage que le cœur. Il suffit de beaux sentiments agrémentés d'épithètes rares. J'avoue sans honte qu'il y a dans cette littérature un certain panache auquel je suis personnellement sensible.

Mais l'Algérie, c'est un accident géographique, à peine un nom et tout au plus un drapeau. Un symbole ou un mythe. Le réel, ce sont des hommes qui vivent là, d'origines diverses, de religions mêlées, d'intérêts différents. Des hommes qui travaillent, qui luttent, qui peinent. C'est pour ces hommes là qu'il faut opter. Et s'ils sont divisés ? S'ils sont engagés dans un conflit mortel qui oppose le père au fils, le frère au frère ? S'ils opposent sectarisme à intransigeance, terreur à contre-terrorisme, délation à violence ? S'ils promettent la liberté et préparent la dictature ? Comment choisir ? Le F.L.N., parce qu'il dispose des armes et mène la guerre ? Le M.N.A., parce qu'il organise les syndicats et proclame leur indépendance ? Cruel dilemme : prendre parti ou faire l'autruche.

\*\*\*

Quel parti s'y résoudra ? Au risque de se perdre ? On aura compris mon propos qui n'est pas de cerner l'état actuel du socialisme, ni d'en proposer un programme d'action immédiate. Je n'ai voulu que montrer quelques aspects de la confusion où le socialisme s'enlise, en rechercher les origines, aider peut-être à ramener un peu d'ordre dans cet imbroglio.

Le camarade Pilon croit qu'il faut renoncer au socialisme ou regrouper les militants dans un nouveau parti révolutionnaire. Je lui demande « Quel socialisme ? Quels militants ? Quel parti ? S'il ne s'agit tout bonnement que de déblayer le terrain où des camarades un peu partout isolés et qui se cherchent puissent se trouver, bien d'accord avec lui. Ce terrain nous l'avons : l'Union des syndicalistes, les amis de Zimmerwald, les amis de la R.P., les amis de Monatte, et leurs réunions communes faciles à organiser. Cela ne fera pas, cela ne peut pas faire un parti. Heureusement d'ailleurs.

Je crois qu'il s'agit moins d'un problème d'organisation que de ramener la clarté dans les esprits et de reprendre le contact avec les réalités quotidiennes. Nous sommes malades de complications. Il suffirait peut-être d'avoir l'humble courage de renoncer à tout le fatras pseudo-scientifique dont nous avons chargé les très simples notions dont procède le socialisme. Tout bêtement se dire que l'homme vise au bien-être et à la liberté, que l'homme a droit au bien-être et à la liberté. Se tenir fermement à ces mots-clé comme à une pierre de touche qui permet de séparer l'or du vil métal.

Cela n'a l'air de rien, mais c'est un rude boulot.

P.-M. DERUZET.

## LE CAMP QUE NOUS AVONS CHOISI...

La note de Robert Louzon parue dans le dernier numéro de la « R. P. » : « **Pire encore que la politique américaine, la propagande pro-américaine** » vise l'auteur des « Notes sur le grand complot Est-Ouest » parues dans le numéro de septembre. Je suis donc explicitement inculpé d'imbécillité, de pédantisme même, d'objectivité... et, en conclusion, d'alignement dans le camp contre-révolutionnaire...

Je ne répondrai pas sur le même ton. J'ai toujours défendu le privilège de Robert Louzon à l'usage de la cravache pour exciter nos esprits. Et même si ma sensibilité était meurtrie, je n'irais pas jusqu'à courir le risque d'irriter la sienne... car mon « imbécile pédantisme » (sic !) ne m'aveugle pas au point de ne pas mesurer la différence entre ce qu'il apporte et ce que je peux offrir à la « R. P. ».

Il est vrai que le pédant, c'est souvent le « sot savant », selon Molière... c'est-à-dire le sot qui a cru sortir de son ignorance, en écoutant des savants qui... ne sont pas sots... qui sont même trop intelligents pour ne pas prononcer des jugements définitifs... et contradictoires. Louzon affirme, par exemple, que « **toute action réelle, tout pas fait en avant vaut mieux qu'une dizaine de programmes. La révolution cubaine est une action réelle, un pas en avant.** »

Voilà qui semble net et indiscutable. Et cependant nous désirons des précisions. Il est vrai que l'action est plus efficace que le programme. Mais si l'action suffit pour justifier le programme, il fallait s'incliner devant Mussolini et Hitler. Le pas en avant implique une direction. Pour nous, le but immédiat, **c'est la satisfaction des revendications ouvrières, le but lointain : la fin du salariat et la libération réelle de tous les hommes.** Il s'agit donc de démontrer que le pas s'avance dans la bonne direction.

### LA REVOLUTION EST UN BLOC ?

La révolution cubaine fut heureuse et salvatrice. Nous en convenons, sans réserves. Si l'on désigne ainsi la chute du dictateur sanglant : Batista. En nous en réjouissant, nous n'avons nullement pensé aux intérêts compromis des trusts yankees. La « R. P. » a publié, avant l'événement, le programme de Fidel Castro. Après : deux messages des libertaires cubains. Ceux-ci saluaient la victoire populaire avec une ardente émotion et précisaient le caractère hétéroclite de la masse révoltée, les dangers prévisibles du « centralisme » d'Etat, du cléricanisme et du communisme.

Une telle publication annonçait nos divergences.

Il faudrait reconnaître, selon Louzon, que **toute révolution est un bloc** que l'on doit accepter, si l'on n'est pas contre-révolutionnaire. Cette formule à l'emporte-pièce a été lancée par Georges Clemenceau, dans une polémique oratoire sur une œuvre dramatique présentant une image déformée et sanglante de la Révolution française. Le vieux jacobin entendait par là justifier les atrocités de la Terreur par la nécessité de vaincre la réaction, de liquider jusqu'aux résidus de l'ancien régime. Dans le même esprit, au pouvoir en 1917, il proclamait : « **Je fais la guerre... jusqu'à la victoire... et je liquide à l'avant et à l'arrière ceux qui veulent ménager les vies humaines, ceux qui envisagent une paix négociée, ceux qui anticipent sur les lendemains de la victoire, comme ceux qui restent pacifistes.** ». Logiquement cela mène au fameux alibi : **la fin jus-**

**tifie les moyens.** Si derrière Lorient j'ai brisé avec le Parti, si derrière Monatte nous nous sommes retrouvés à la « R. P. », c'est justement parce que nous avons refusé de **sacrifier les idées et la morale au fait accompli, les libertés ouvrières et la dignité humaine aux nécessités historiques, la raison d'être à l'être...**

La révolution russe n'était-elle pas encore un bloc en 1925 ? Fallait-il s'incliner devant Zinovief, puis devant Staline en répétant après Trotsky : **qu'il ait tort ou qu'il ait raison... c'est mon Parti ?** C'est en réponse à celui-ci qu'en 1925 le noyau unanime revendiquait le droit pour des révolutionnaires de se placer hors de l'Internationale communiste, ce qui voulait dire, à l'époque, **hors du bloc...** Bientôt contre le bloc, lorsque Louzon — qui en 1922 disait devant moi : **la nouvelle politique économique n'est acceptable que si se développe librement l'opposition ouvrière** — dès les premiers numéros de la « R.P. » eut accusé Staline d'être la personnification de la réaction et lancé l'étrincelante devise : **la dictature du prolétariat, c'est la liberté pour le prolétariat ; poussé même, en ces derniers temps, le révisionnisme jusqu'à incriminer rétrospectivement les bolchéviks d'avoir dissous la Constituante et exterminé les révoltés de Cronstadt.**

Et la République espagnole n'était-elle pas un bloc, lorsque Franco avançait progressivement jusqu'aux capitales de la péninsule ? C'est cependant lorsque s'annonçaient la défaite des armées républicaines, la débâcle des forces républicaines, qu'une commission d'enquête — dirigée par Robert Louzon — publiait un réquisitoire implacable contre la réaction « bourgeois-stalinienne » qui, par un véritable coup d'Etat accompli à Barcelone, après avoir été préparé à Madrid, liquidait les communes ouvrières et paysannes de Catalogne, neutralisait les syndicalistes et les libertaires de la C.N.T., frappait les militants du P.O.U.M. (organisation des communistes oppositionnels et internationalistes) selon les méthodes appliquées lors des procès de Moscou. Robert Louzon prouvait d'ailleurs, en toute cette affaire, un réalisme inspiré par la volonté de vaincre. Il justifiait par cet impératif l'assouplissement des principes anarchistes, lorsque la Fédération anarchiste et la Confédération nationale du travail participèrent au gouvernement catalan de défense républicaine. Mais le même impératif l'obligeait à dénoncer clairement et publiquement la trahison des chefs **stalinien**s et **stalinisés** (1).

(1) Louzon peut parler avec l'autorité de son passé du drame espagnol. Avec autant d'autorité que certains de ses contradicteurs d'aujourd'hui (il ne s'agit pas du signataire de cet article). Mais vraiment reconnaître à Khrouchtchev le rôle de défenseur du peuple espagnol, c'est accorder le prestige de la conviction sincère à une grossière démagogie. C'est l'Occident tout entier — et pas seulement les Etats-Unis — qui portent la responsabilité de la survie du franquisme. Eisenhower a commis en se rendant à Madrid plus qu'un crime... une monumentale stupidité. Mais n'y a-t-il pas précédé Nasser, le Robespierre égyptien, selon Louzon ? N'a-t-il pas été précédé par des savants et techniciens russes qui en se rendant à Madrid ont prouvé qu'ils ne partageaient pas la répugnance des savants et intellectuels français, quittant l'U.N.E.S.C.O., après l'admission de collègues franquistes ? Louzon a-t-il oublié que les franquistes de la légion antibolchévique ont été rapatriés d'U.R.S.S. avec tous les honneurs de prisonniers de guerre — alors que les révolutionnaires

## DEUX ATTITUDES LOGIQUES

On dira que la même logique l'inspire aujourd'hui. C'est certainement vrai. Et nous n'éprouvons aucune gêne à rendre hommage à cette constance révolutionnaire qui le caractérise autant que sa lumineuse originalité intellectuelle et qui s'est manifestée en de périlleuses circonstances par une virilité dans l'action égale à sa vigueur de pensée.

Seulement, ce guide de notre jeunesse... et de notre maturité, qui nous a appris la dialectique, c'est-à-dire (si j'ai bien compris), la science du mouvement, qui nous a habitués à voir, par delà l'espace limité de notre pays et le temps fugitif de notre génération, les lignes des grands ensembles et les évolutions millénaires — revient facilement, dans l'examen des problèmes actuels, à la simplification du logicien et de l'homme d'action. Il choisit le point de départ ou le point de rupture et en déduit avec une redoutable netteté les devoirs impérieux auxquels on doit se soumettre, sans hésitations, ni murmures.

Il est logique de choisir les gouvernements qui sont ou se prétendent révolutionnaires, contre toutes les oppositions, qu'elles émanent des résidus de l'ancien régime, de l'arrière-garde ou de l'avant-garde des classes sociales responsables de la révolution.

Il est tout aussi logique de choisir les oppositions aux pouvoirs établis, réactionnaires, conservateurs ou issus d'une révolution victorieuse. Encore plus logique et plus sain — surtout plus conforme à notre idéal — d'entretenir le mouvement qui dépasse l'État, l'initiative à la base par delà les conquêtes du sommet, l'esprit international résistant à la révolution nationale.

Du premier point de départ, on aboutit à l'approbation soumise à Lénine et Trotsky, puis à Staline, puis à Khrouchtchev — au gouvernement stalinien défendant Madrid et Barcelone contre Franco — à Mao Tsé Tung, Kadar, Nasser, Fidel Castro, Lumumba, Tito, Ferhat Abbas...

Du second, on aboutit à la solidarité avec l'opposition ouvrière russe, avec les trotskystes, avec les grévistes des camps de concentration soviétiques, avec les anarchistes et les poumistes espagnols, avec les communistes et socialistes chinois persécutés, avec les révolutionnaires hongrois de 1956, avec les libertaires cubains, avec Messali Hadj...

Malheureusement la logique n'explique rien... et illusionne les combattants sur leurs chances de succès.

Chaque cas pose un problème particulier dont la solution change à chaque tournant important. Louzon lui-même n'applique pas cette classification logique généralisée. Il semble du premier parti, depuis dix ans, après avoir longtemps fourni au second parti de remarquables justifications doctrinales et historiques.

Nul parmi nous ne lui conteste ce droit. Il a été accusé comme nous de servir la contre-révolution en dénonçant les trahisons et les crimes de Staline. Si d'aucuns l'accusent aujourd'hui d'être un agent khrouchtchevien conscient ou non, nous ne pouvons qu'en rire ou nous en indigner. Plus discrètement nous sourions, lorsqu'il interprète nos réserves et nos répugnances anticastristes comme une complicité... à peine inconsciente, avec les agents des trusts, les soutiens de Batista, les ennemis de la révolution.

espagnols, réfugiés en U.R.S.S., ont été liquidés dans le camp de Karaganda ?

Enfin ne pourrait-il demander à Sartre et sa grande sœur par quel miracle ils ont pu librement traverser Barcelone en revenant de Cuba ? Franco pratique donc le « fair-play » et applique les lois de l'hospitalité ?

## DE QUELLE REVOLUTION S'AGIT-IL ?

Sommes-nous « pédants » parce que nous nous efforçons de voir... clair, c'est-à-dire de chercher dans des documents officiels... même traduits et publiés par des « endollarisés » (?), des éléments contradictoires, afin de délibérer, en connaissance de cause ? Que Louzon se frappe la poitrine ! Notre... « pédantisme » prouve son influence sur notre formation. En décembre 1930, — alors que certains d'entre nous jouissaient encore de ce que Paul Marion appelait « la volupté d'obéir » — Louzon dénonçait le reniement des « idées anti-autoritaires » qui avaient dominé le mouvement ouvrier jusqu'en 1914, par la fraction la plus importante et la plus agissante de la classe ouvrière : « qui prononce le mot de liberté est suspect ; défendre la liberté ouvrière, défendre le droit pour les ouvriers de se déterminer eux-mêmes, apparait à beaucoup comme le plus caractérisé des actes contre-révolutionnaires » (« R. P. », 5-12-1930.)

Et comme à son habitude, Louzon ne rusait pas avec les mots et les idées :

« La fausse liberté de la démocratie bourgeoise ne peut faire aspirer le prolétariat qu'à la vraie liberté comme cela a été le cas pendant un siècle, et non à la dictature... »

Disait-on que la révolution doit se défendre : « La nécessité d'une stricte discipline dans la lutte à main armée dans les ACTES PROPREMENT MILITAIRES de la révolution peut parfaitement s'allier avec LA PLUS GRANDE LIBERTÉ POUR TOUT CE QUI EST EN DEHORS DE CES ACTES MILITAIRES. »

Est-ce assez clair ? N'est-ce pas une tendance diamétralement opposée à celle qui accepte la révolution comme un bloc..., à celle qui, au nom de la révolution exige le monolithisme, l'unanimité, le parti unique et totalitaire... ?

Mais quelle révolution ? Monatte nous a appris qu'il n'est qu'une boussole sûre pour trouver la bonne direction : celle des intérêts ouvriers, des droits ouvriers, des libertés ouvrières ; le socialisme doit être l'œuvre de la classe ouvrière, non le miracle « tombant sur la société, comme le voleur dans la nuit ». Et le plus fidèle des zimmerwaldiens ajoutait toujours que notre révolution impose la renaissance de l'internationalisme ouvrier...

Reconnaissons cependant que les nationalisations et la réforme agraire fixent une étape nécessaire sur la voie de l'industrialisation, du mouvement ouvrier, du socialisme... Celles-là libèrent la nation du colonialisme étranger. Celle-ci dissocie la base de la réaction féodale et assure par la petite paysannerie indépendante les fondements d'un Etat national.

Cette réforme agraire absolument nécessaire n'a sans doute aucun caractère socialiste. Mais nous sommes hostiles, par expérience, aux tentatives de collectivisation de la terre, menées d'en haut, qui n'ont pas d'autre but que de détruire ce qui échappe aux contraintes étatistes et de tirer de la campagne une main-d'œuvre prolétarisée livrée au capitalisme d'Etat. La socialisation de l'agriculture suppose pour nous : un équipement technique suffisant, et de libres associations de travailleurs agricoles.

Quant aux nationalisations — ou plutôt aux étatisations — c'est encore Louzon qui nous fournit les objections les plus édifiantes, les plus convaincantes dans son étude synthétique d'éminente valeur sur « Socialisme ouvrier et socialisme bourgeois » (« R. P. » de mars et avril 1948).

Son ironie s'y exerce à l'égard de « la tarte à la crème des partisans des nationalisations : la suppression des patrons, des actionnaires, des profits ».

Sa science historique intervient pour citer les exemples de l'Egypte, des Andes américaines précolombiennes, de la Russie soviétique... où il n'y avait pas, il n'y a plus de capitalistes... Prétendrait-on que les fellahs égyptiens n'étaient pas exploi-

tés ? que les cultivateurs n'étaient pas des serfs dans l'empire des Incas ? qu'il n'existe pas en Russie une classe régnante et jouissante ?

La nationalisation, pour Louzon, c'était l'**aggravation de l'exploitation, la diminution de la productivité**. Et c'est encore à lui que nous devons cette observation féconde sur le planisme applicable, la planification possible... seulement en temps de stabilité technique complète, là où il n'y a plus de progrès technique... c'est-à-dire dans une civilisation morte.

Ainsi donc des deux résultats positifs essentiels de la révolution cubaine, la réforme agraire et les nationalisations, le premier semble dépassé par une étatisation de même caractère que les collectivisations agricoles d'U.R.S.S., des pays satellites et de Chine, dont l'expérience prouve la nocivité parfois tragique et l'effet désastreux sur la production agricole ; le second est condamné par Louzon lui-même comme une stabilisation conservatrice de l'industrie et la paralysie du progrès technique.

Il reste le résultat négatif dont nous convenons tous : la chute de Batista, avec, comme corollaire, l'éviction des trusts étrangers. C'est-à-dire que depuis deux ans, sur terrain sûr, on devrait pouvoir construire, on devrait aussi confronter librement des expériences. Les promesses socialistes dépendant pour nous — et pour Louzon principalement — de la libre initiative des syndicats ouvriers, de la constitution de conseils d'entreprise, et du libre développement des coopératives et communautés agricoles.

La dictature castriste s'oppose à ces expériences et confrontations. Parce que le problème unique pour Castro, c'est de se maintenir au pouvoir — parce que l'engagement de Castro dans le bloc de l'Est gêne ou brise les relations interaméricaines — parce que pour imposer une discipline totale, on ne veut rien laisser en dehors des actes purements militaires.

#### REACTION CONTRE LE PARTI-PRIS ANTI-AMERICAIN

C'est ici évidemment que le débat s'exaspère et s'envenime. En flétrissant nos notes... « contre-révolutionnaires », Louzon y voit surtout une manifestation de la propagande pro-américaine, qu'il veut bien croire désintéressée.

Nous plaiderons coupable... si l'on veut bien rectifier les termes de l'inculpation. Ce qui nous inspire, ce n'est pas un parti-pris, mais la réaction contre un parti-pris. Nous ne sommes pas pro-Américains, ou plutôt nous ne le sommes que par opposition à l'étrange concert de coalition anti-américaine où se rencontrent avec nos amis socialistes et libertaires, avec certains nationalistes algériens, cubains, arabes, africains, les nationalistes français les plus obtus, les ultra-colonialistes belges et français, les fascistes et les nationalistes germanophobes de Grande-Bretagne... sans oublier les concurrents patronaux européens des capitalistes américains et tous les logiciens du... « socialisme bourgeois et khrouchtchevisant ».

Louzon croit-il nous apprendre que les affaires du sucre et du pétrole se sont menées sous le signe des profits exorbitants des grandes compagnies monopolisatrices ? Il n'en reste pas moins qu'entreprises par le capitalisme privé étranger ou le capitalisme étatique indigène, les exportations de matières premières demeurent la principale ressource — exclusive souvent — de la plupart des pays dits « sous-développés ». C'est tellement vrai que l'on pose aujourd'hui la question du soutien des cours mondiaux de ces matières premières, et pas seulement pour consolider les profits capitalistes, mais encore pour empêcher l'aggravation de la misère des peuples...

C'est vrai pour le coton égyptien, pour le caout-

chouc malais, comme pour le pétrole du Proche-Orient et du Venezuela et le sucre cubain.

Nous reparlerons du pétrole. La pénétration du pétrole soviétique dans les secteurs occidentaux, facilitée par une sorte de dumping, paraît assez sérieuse pour que les trusts anglo-néerlandais-américains engagés, paraît-il, des tractations avec la Soviuznaftexport. L'information publiée par **Combat** du 31 octobre 1960 est-elle vraie ? Elle n'est pas invraisemblable. Et dans l'explication fournie, on note à nouveau « la faiblesse de la consommation intérieure du pétrole en U.R.S.S. ». Peut-être quelques précisions sur les conditions de travail dans l'exploitation des nappes pétrolières russes nous éclaireraient-elles davantage encore sur le prix payé par les travailleurs russes pour compenser l'impressionnante baisse des tarifs sur le marché mondial ? (Il reste, et nous l'avons écrit ici-même, que le prix de vente du pétrole, depuis longtemps abusif, devient exorbitant et scandaleux.)

Restons à Cuba. C'est bien la diminution massive du sucre acheté par les Américains qui constitue la première, longtemps la seule et la plus efficace mesure de « blocus économique ». C'est là qu'il est difficile de déterminer l'agresseur. Est-ce l'expropriation de l'United Fruit qui a provoqué la sanction de Washington ? Est-ce la sanction qui a provoqué l'expropriation ? Et cette sanction, intervient-elle avant ou après l'adhésion de Fidel Castro au bloc de l'Est ?

Louzon a l'avantage sur nous de conclure simplement, avant de débattre. C'est à l'United Fruit, aux trusts yankees, que les Etats-Unis accordaient une hausse des prix, préjudiciable aux consommateurs d'Amérique du Nord ? C'est tout de même un peu trop simple. C'est oublier qu'il existe aux Etats-Unis une opinion publique fort sensible, un Congrès d'autant plus vigilant qu'il est en majorité hostile à la politique du gouvernement. Le citoyen américain n'aurait pas accepté de payer son sucre plus cher pour augmenter les profits de l'United Fruit. Il a subi ce nouveau sacrifice, parce que ce cadeau entraînait dans le cadre de l'aide américaine aux autres pays de tous les continents. Sans revenir sur le plan Marshall, les dons américains à la Yougoslavie et à l'Inde, par exemple, n'impliquaient aucun profit pour les trusts yankees, aucune condition politique pour les Etats subventionnés.

Et si les surplus agricoles américains n'ont pas été plus largement distribués aux pays sous-alimentés, c'est parce que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas osé négliger l'opposition des grands exportateurs de blé d'Europe et d'Amérique.

Par analogie, on a le droit d'expliquer par des intentions purement politiques... et stratégiques la rupture des liens économiques entre les Etats-Unis et Cuba.

#### L'IMPORTANCE DES CONTRADICTIONS INTERNES

Il ne s'agit pas d'un plaidoyer pro-américain. Nous n'avons pas l'intention d'opposer les bienfaits des Etats-Unis à leurs méfaits. Mais en fin de compte, nous adressons au réquisitoire de Louzon le même reproche qu'à son apologie du castrisme. C'est son caractère systématique.

Les faits rapportés dans nos derniers documents (nos notes personnelles exclues) seraient exacts pris isolément, et faux dans l'ensemble. Dans le même esprit, Louzon rapporte des velléités, des intentions, des possibilités américaines à côté de faits certains, des interventions plus ou moins réelles et des non-interventions — et range tout cela sous une même rubrique. Notre ami ne « fait pas le détail ». C'est une méthode qui peut se justifier. Mais qui ne nous paraît pas conforme à l'enseignement de Louzon. N'a-t-il pas insisté sur la valeur déterminante des antithèses, des contradictions ? Toute institution

provoque la tendance contraire, à l'intérieur du système. L'étude objective ne peut négliger cet « envers des choses ». L'action efficace encore moins. Et s'il s'agit de notre lutte, de la lutte des classes, ne convient-il pas d'utiliser les contradictions à l'intérieur de la classe capitaliste, et de résoudre celles qui divisent la classe ouvrière.

Nous ne croyons pas desservir notre cause en insistant sur les deux tendances fondamentales qui s'opposent à l'intérieur du système américain. Il est vrai que la politique menée sous la présidence d'Eisenhower depuis huit ans a compromis gravement les chances de l'Occident. Mais ce n'est pas par son interventionnisme, plutôt par sa neutralité.

Il est vrai qu'il y a partout des politiciens et des hommes d'Etat pro-occidentaux menacés ou renversés par des révoltes populaires. Mais jamais il n'y eut d'intervention directe, brutale, militaire... sauf lorsqu'il s'agissait de maintenir des bases stratégiques, acquises depuis la dernière guerre. D'autre part, des alliés des Etats-Unis ont employé la force brutale pour maintenir des positions et des privilèges coloniaux. Les Etats-Unis n'ont pu les en empêcher, ont été plus ou moins contraints de les aider, mais ils sont venus (quand ils sont venus) longtemps après l'engagement des combats.

Les exemples du Brésil, du Venezuela, de Cuba (ou de Cuba !), du Vietnam, de l'Irak, de l'Irak, de l'Egypte, de la Corée, du Japon, de l'Afrique, de l'Algérie non seulement n'infirment pas, mais confirment nos observations générales (2).

Il est vrai que de grandes compagnies, telle l'**United Fruit** ou les consortiums pétroliers, soutenaient et soutiennent encore des dictatures qui garantissent leurs surprofits. Il est également vrai que ces impérialistes sont assez lucides pour prévenir des révolutions expropriatrices en favorisant l'assouplissement du régime politique, ou en abandonnant en temps utile des positions menacées (on l'a vu au Maroc et au Congo belge). Il est encore vrai que le gouvernement de Washington doit tenir compte d'intérêts capitalistes contradictoires, qu'il subit la pression des éléments libéraux (plus ou moins désintéressés) et que les victoires démocrates, au cours des dernières élections, ont, autant que les mouvements populaires extérieurs, freiné les tendances impérialistes et même déterminé un changement d'orientation encore trop velléitaire, mais de plus en plus précis. Enfin, si l'on peut déplorer la soumission aux exigences du Pentagone, aux nécessités militaires et stratégiques, on n'a pas le droit de les mépriser, alors que les fusées de Khroutchev sont invoquées comme l'« ultima ratio »... de tous les « socialistes » (?) autoritaires — alors que l'on attribue à cette menace... « les reculs » de Washington que des gens naïfs interprétaient comme des gages d'esprit démocratique. Et pourquoi ne pas confesser que des amis — au passé authentiquement révolutionnaire — tout en approuvant les révoltes populaires, s'inquiétaient du renforcement du prestige de l'U.R.S.S., monstre totalitaire... et regrettaient ces reculs américains.

#### L'AMERIQUE PEUT-ELLE MENER LE JEU ?

D'ailleurs si fondées que soient ces virulentes critiques de la politique américaine, elles impli-

(2) Il y a le Guatemala ? Louzon a pris légitimement feu, lorsque le gouvernement Abenz a été renversé, par des mercenaires sans doute armés grâce aux dollars de l'**United Fruit**. Mais si les libéraux et les syndicalistes américains sont demeurés passifs, n'est-ce pas parce que le gouvernement Abenz s'orientait vers la démocratie populaire, qu'il avait interdit les syndicats libres au Guatemala ?

N'est-ce pas un fait singulièrement édifiant que l'inertie du peuple guatémalien et le refus d'Abenz d'armer les paysans ? (cf. article de l'**Express** du 27-10-60, nettement hostile aux Etats-Unis.)

quent une injustice foncière. Car rendre les Etats-Unis responsables de ce qu'ils pourraient faire, de ce qu'ils ne font pas, de ce qu'ils laissent faire, c'est leur accorder une primauté totale et absolue dans le camp occidental.

On leur reproche d'avoir toléré les dictatures et les survivances colonialistes. C'est que l'on espérait leur intervention directe pour chasser les dictateurs et libérer les peuples colonisés. Outre que — si pro-Américains que nous soyons — nous ne leur accordons pas une telle confiance, l'hostilité à leur égard savamment entretenue par les agents de Moscou et leurs complices, aboutissait à suspecter toutes leurs intentions et tous leurs gestes.

Ce sont des militants... « syndicalistes »... de gauche qui se révélaient les plus acerbes et les plus durs dans ce concert hétérogène... Sans ranimer des souvenirs pénibles, sans rappeler l'étrange vertu de ceux qui pestaient contre les pluies de dollars... arrosant d'autres champs que les leurs (les moyens financiers des publications endollarisées ne sont-ils pas d'ailleurs ridiculement négligeables, par comparaison avec ceux des publications khrouchtchevistes ?), on ne peut oublier le choc provoqué parmi nous par la paradoxale adhésion de Louzon au parti américain. Nous ne le jugeons d'ailleurs pas illogique. Sa fureur contre Eisenhower ne traduit peut-être qu'une tragique querelle de famille. Si le parti américain existait, ses propos actuels le dissocieraient. Mais il ne pouvait pas exister.

Ce constat est d'ailleurs le seul hommage que mérite le monde occidental. Un tel parti ne peut se concevoir sans une direction omniprésente et omnipotente. Moscou est encore capable d'une telle performance. Washington ne le fut jamais.

#### NOUVELLE ETAPE OU GUERRE IMMINENTE ?

Notre choix reste cependant toujours aussi formel. Nous préférons la pagaie occidentale à l'ordre oriental. Nous entendons conserver la liberté du choix, même la liberté de ne pas choisir. Entre Batista et Fidel Castro, nous choisissons les travailleurs cubains, entre Ferhat Abbas et Soustelle, nous choisissons les travailleurs algériens, entre Eisenhower et Khroutchev nous choisissons l'Internationale ouvrière, d'où nous n'excluons ni les travailleurs russes asservis, ni les travailleurs américains réformistes.

Il est vrai, nous le répétons — certain d'exprimer tout haut ce que tous nos amis pensent tout bas — que nous jugeons Khroutchev beaucoup plus dangereux que Eisenhower. Et approfondissant cette notion, nous en tirons deux conclusions nettes.

C'est d'abord que nous jugeons intolérable l'adhésion — qu'elle soit purement formelle ou à longue portée — de gens dits révolutionnaires comme Fidel Castro et Ferhat Abbas, au parti russe. Rien ne peut la justifier, surtout en ce moment, alors que l'impérialisme américain se tempère lui-même et que le colonialisme européen est presque totalement anéanti.

Tout le monde sait bien que normalement, si l'évolution se poursuit, l'indépendance de Cuba sera de plus en plus consolidée, celle de l'Algérie fatale. Si, toutefois, l'on ne tente pas de renouveler l'atroce expérience espagnole, si on ne « répète » pas le conflit Est-Ouest sur les champs de bataille cubain et algérien ! Comment n'est-on pas ébranlé par l'attitude de l'U.R.S.S., qui n'était jamais intervenue officiellement en Amérique latine (tandis que ses agents se signalaient par d'étranges complaisances à l'égard des dictateurs comme Batista et Trujillo), qui n'avait salué la révolte algérienne que par de rituels slogans, et qui, aujourd'hui, accorde son patronage tonitruant au gouvernement de Cuba et au F.L.N. ? N'est-ce pas tout simplement pour menacer les Etats-Unis sur leur propre continent et

dissocier l'alliance atlantique par un chantage sur la France ? Si Fidel Castro et Ferhat Abbas, qui avaient gagné une audience favorable dans tout le monde occidental, se prêtent à cet abominable jeu, qui donc aura trahi plus qu'eux les intérêts de leurs peuples ? (3).

Ce que nous n'acceptons pas d'ailleurs, c'est l'excuse de l'ignorance pour les chefs. Fidel Castro n'est peut-être plus qu'un rhéteur, après avoir été un soldat courageux. Mais Ferhat Abbas a la taille d'un homme d'Etat. Il sait exactement ce que représente Khrouchtchev — comme les leaders arabes savaient ce qu'Hitler apportait derrière lui, savent aussi ce que Khrouchtchev leur promet.

La nouvelle étape que nous vivons, celle de la liquidation du colonialisme, ne sera interrompue par la guerre mondiale, que si les maîtres de Moscou

(3) Lors du différent sur la navigation dans le canal de Suez, l'Egypte aurait proposé de soumettre l'affaire à la Cour internationale de la Haye. Israël aurait refusé. Information que Louzon utilisait comme preuve du bon droit de Nasser.

Les Etats-Unis ont proposé de porter leur différend avec Cuba devant la « commission des bons offices » interaméricaine. On sait que les représentants des Etats d'Amérique centrale et occidentale — s'ils doivent ménager Washington — doivent tenir compte de fortes sympathies castristes chez eux. Cuba n'a donc pas à craindre leur partialité. Jusqu'à présent il a refusé de se soumettre à cet arbitrage. Si Nasser avait raison, Fidel Castro... a-t-il tort ?

le veulent — et s'ils le veulent, c'est parce qu'ils craignent surtout l'évolution pacifique des peuples, parce qu'ils savent aussi (comme le savent les dictateurs nationalistes) que cette seconde étape mène à l'internation — telle que Louzon l'a prédite — déterminée par « la mondialisation » des techniques, des systèmes et des idées. Or, l'Internation ne sera possible que sous la forme fédérale, et il n'est pas de pires ennemis de cette liberté organisée que les dictateurs nationalistes et les impériaux totalitaires de Moscou.

Est-ce suffisamment net ? Faut-il ajouter que l'un des pires effets de l'antiaméricanisme, c'est de fournir un alibi commode à tous ceux qui reprochent aux Etats-Unis de tolérer des méfaits et des crimes perpétrés dans leur pays sans réaction de leur part ? C'est aussi d'obscurcir complètement les notions de classe. Le Yankee de Castro, c'est le Juif d'Hitler, le bouc émissaire. Nous avons déjà rappelé cette ironique répartition d'un ami juif : « Si votre exploitateur s'appelle Dupont, c'est un **sale patron** ; s'il s'appelle Lévy, c'est un **sale juif** ! » En incriminant les trusts **yankees**, les milliardaires **yankees**, les sportulaires **yankees**, on applique la méthode des réflexes conditionnés. Le mot répété s'imprime dans l'esprit et son retour déclenche la même réaction. Et les travailleurs français entendront le fatal... « yankee » en écoutant un mineur de Pennsylvanie, un fermier de Californie, un métallurgiste de Detroit !

Roger HAGNAUER.

Parmi nos

## LETTRES

### Sur Monatte et la « R. P. »

BOUCQUET (Creuse) nous exprime son chagrin de la mort de Monatte.

*Je ne le connaissais pourtant pas, mais je le tenais pour un « juste », et en outre pour un des membres de cette petite légion de Français, ou si vous préférez d'hommes, qui se sont donné une vraie culture et qui pensent leurs temps, sans se laisser conduire par des mouvements grégaires, ou des fanatismes de nations ou de partis. Sinon « l'homme contre les pouvoirs » d'Alain, du moins l'homme qui juge les pouvoirs, ostensibles ou occultes.*

*Il m'est arrivé, en 1922, je crois, de faire à la Sorbonne, au cours de Fauconnet, un exposé sur Une Éducation Syndicaliste, d'après les articles d'Albert Thierry, parus dans la première Vie Ouvrière. Je revois encore les petits fascicules gris, car le volume n'était pas encore paru. Je veux dire que ce sont des hommes, comme Pierre Monatte, qui nous manquent le plus. Des passionnés, si ce n'est pour la vérité, des fanatiques, il y en aura toujours trop, surtout en France.*

*Ce que j'apprécie le plus, dans la R.P., c'est avec des moyens d'information si modestes — comparez-les à ceux de revues comme Preuves ou Contrat social — cet effort de bonne foi pour juger les événements, la réalité économique sociale en France et hors de France.*

*En ce sens, même et surtout si on doit être à contre-courant, j'approuve ce que vous écrivez sur l'Allemagne, bien que je manque de moyens de juger ce qui s'y passe. Je n'ai pourtant pas de préjugé germanophile et le contact récent que je viens d'avoir avec un collègue d'outre-Rhin et quelques-uns de ses administrés, à l'occasion du jumelage d'une ville allemande avec Clichy, m'a laissé une impression douteuse. Mais parler de cela m'entraînerait trop loin.*

*A l'opposé de tout cela, je puis bien vous dire*

*que les articles de Louzon sont exaspérants... Le passage sur les Napoléons noirs, et l'apologie de Lumumba est un comble. La comparaison avec la France de 1958 est ahurissante...*

### A propos d'antisémitisme

GALLIENNE répond ici aux commentaires d'Hagnauer qui accompagnaient sa précédente lettre :

*Franchement, peux-tu penser que j'ai oublié complètement, comme tu l'écris, l'extermination des Juifs européens par les monstres nazis ? J'ai, à l'époque, ressenti trop douloureusement, bien que non-israélite moi-même, cette extermination qui a fait disparaître plusieurs de mes amis, pour l'oublier jamais. Bien plus, pendant mon séjour en Syrie, pas une fois, tu peux me croire, je n'ai entendu condamner les Juifs en général sans réagir, sans demander que l'on fasse la distinction entre judaïsme et sionisme, sans rappeler ce qui s'était passé dans l'Europe nazie. J'ai engagé à ce sujet mainte discussion avec des Syriens, y compris avec mes élèves, en dépit de la prudence administrative qui conseillait d'éviter d'aborder ces questions scabreuses.*

*Mais je considère — et cela, je ne cesserai de l'affirmer — le sionisme comme une fausse solution, et même comme une absence de solution. C'est lui qui a amené cette haine farouche entre Arabes et Juifs, qui empêche toute compréhension, toute possibilité de rapprochement. C'est lui qui éloigne les Arabes du véritable socialisme, car cette injustice qu'ils ont conscience d'avoir subie, les pousse à considérer comme « amis tous ceux qui prennent parti contre le sionisme ou simplement contre le judaïsme », les fascistes, les stalinien, n'importe qui. J'ai vu des Arabes qui ne feraient pas de mal à une mouche se déclarer admirateurs d'Hitler. Par contre, du mouvement socialiste international, ils lisent constamment des déclarations pro-israéliennes. Ayant cette tendance fâcheuse mais compréhensible, à tout ramener à la question d'Israël, ils rejettent tout ce qui se réclame de la gauche. De plus, la hantise d'Israël — très réelle et non créée par des chefs comme on se l'imagine ici — pousse les Arabes au militarisme ; ils désirent un pouvoir fort pour empêcher l'expansion israélienne qu'ils croient imminente. D'où le succès de Nasser, de Kassem, de*

tout les chefs militaires qui ne perdent leur popularité que lorsqu'on ne compte plus sur eux pour débarrasser le monde arabe de la hantise d'Israël (ce fut le cas de Chichakly, de Néguib, entre autres).

Quant à ce que tu dis de la liberté de vote, c'est vrai. Les Arabes votent en Israël, les Juifs ne votent plus en Syrie depuis la guerre de Palestine. Chaque fois que j'ai soulevé la question, on m'a répondu : « Que voulez-vous, ils se considèrent et agissent, non comme des citoyens syriens, mais comme des citoyens israéliens. » Par contre, tu dois savoir, je pense, que les déplacements des Arabes en Israël ne sont pas libres, qu'ils ont besoin de laissez-passer. Je n'ai jamais pu visiter Israël. Les pays arabes ne m'auraient pas, ensuite, laissé revenir. Mais dans un récent numéro de Socialisme ou barbarie est paru un article d'un camarade ayant séjourné là-bas, et qui montre bien que l'attitude des Israéliens envers les Arabes est bien celle de colonisateurs à l'égard de colonisés.

Ce que je voudrais, c'est que l'on lutte partout pour l'égalité des Juifs et leur fusion avec les peuples des pays où ils se trouvent, au lieu de les pousser dans une aventure coloniale qui ne peut rien apporter de bon.

Comme Gallienne, je fus pour l'assimilation totale des Juifs dans les communautés nationales auxquelles ils appartiennent. Il reste qu'au lendemain de la guerre — plus encore qu'avant — la constitution d'un foyer juif était inévitable. Aucun droit légitime pré-établi n'obligeait à le créer là où une tradition mythique a fixé la « Terre promise ».

Mais l'Etat d'Israël existe, où des expériences socialistes sont entreprises, où l'effort pour la co-existence avec droits égaux des Juifs et des Arabes peut aboutir sans trop de difficultés... si cesse la guerre froide ou chaude entre les deux peuples.

Quant à penser que l'existence de ce minuscule Etat empêche la pacifique progression des nations arabes, et que la haine d'Israël suffit pour unir tous les Arabes, je ne puis m'y résoudre. Que ce mot d'ordre fournisse un alibi commode aux dictateurs arabes, c'est hélas ! une triste réalité ! Si nous poussions le zèle anticolonialiste jusqu'à charger l'Etat de Ben Gourion et les Américains de tous les... péchés d'Israël, et à nous accrocher au gouvernement de Moscou, coupable de transferts de populations autrement denses et meurtriers que la fuite des Arabes de Palestine... nous prouverions un parti-pris apparenté à la plus monstrueuse imposture de notre temps ! — R. H.

### Catholicisme et... repopulation !

De BLANCHARD (Seine) :

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de l'article signé par Roland Pilou et intitulé « Pour un authentique parti révolutionnaire ».

Si je trouve excellents les quatre premiers principes exposés, par contre la lecture des deux derniers paragraphes m'amène à formuler les plus grandes réserves.

La condamnation de ceux qu'il appelle les catholiques sociaux me semble être trop catégorique. Dans ce que je nommerai « l'Internationale Catholique », il en est comme dans toutes les « internationales » dans toutes les organisations. Il y a une grande masse de « tièdes » qui sont catholiques en France, comme d'autres en Union Soviétique sont communistes, les éternels fidèles à la religion d'Etat. Il y a aussi les « malins » qui utilisent la doctrine chrétienne et la défigurent par ambition et intérêt. Mais il y a aussi les « autres », ceux qui sont restés fidèles au message du Christ et qui, le jour du grand saut, ne se retrouveront pas du côté du goupillon, mais du côté des opprimés et des pauvres. Il serait terriblement injuste de les rejeter.

L'autre problème non moins important aborde par notre camarade est celui de la jeunesse. Faire l'apologie du maltusianisme c'est, à mon sens, faire celle du suicide, c'est refuser d'agrandir la nation aux dimensions du monde nouveau en ges-

tation. La révolution sociale que nous désirons tous est à portée de notre main. Il suffit de nous appuyer sur les jeunes pour écraser définitivement toutes les forces occultes, égoïstes qui constituent l'ossature du capitalisme. Plus nombreux seront les jeunes, moins il sera difficile de faire éclater la société actuelle qui s'accroche désespérément à ses vieilles méthodes et à ses vieilles idées.

Si nous sommes d'accord pour reconnaître qu'il serait injuste de considérer tous les croyants comme des contre-révolutionnaires en puissance, est-il besoin de dire que la seconde observation du camarade Blanchard nous hérisse le poil. Nous n'aurions jamais pensé que faire beaucoup d'enfants était le meilleur moyen de détruire le capitalisme !

### Le voyage de de Gaulle en Savoie

D'un camarade d'Annemasse :

A Annemasse, le grand C... s'est fait siffler et la Marseillaise n'a pas rendu. Le journaliste de service a indiqué que si la Marseillaise n'avait pas rendu, c'est que... le ton avait été pris trop bas !

Toutes les ruses pour l'organisation de la manifestation avaient été employées : congé des écoles, congé pour les fonctionnaires, toutes les entrées du village fermées, sauf une, qui conduisait devant la gare, où se tenait la réception.

### A propos d'une rupture

Roger SALMET (Paris) :

Le numéro d'octobre m'afflige trop en certains passages pour que je ne vous fasse pas connaître mon sentiment tout cru.

Quoi, tout comme le Prince, qui à l'endroit des 121-180 sévit, censure, arrête, menace et je ne sais quoi encore, Gallienne, de Pézenas, fuminant et Hagnauer renchérissant, la R.P. décrète, au nom de qui, de quoi, Suzanne Labin indésirable.

La liberté c'est d'abord la liberté des autres, ai-je lu quelque part il y a bien longtemps et entendu répéter il n'y a pas si longtemps.

Oui, je crois que Suzanne Labin a eu tort de signer, mais reportez-vous à l'époque de tohu-bohu des discussions, manifestes et contre-manifestes.

Non, camarade Salmé, nous n'en sommes pas là. Et en fermant les colonnes de la R.P. à Suzanne Labin, nous ne l'empêchons nullement d'écrire où elle veut. Nous signifions seulement que le titre même de notre revue nous interdit d'accueillir la prose de quelqu'un qui se commet avec le maréchal Juin.

### Quelques encouragements

De Jean-Louis BAHEUX (Seine) : Je vous remercie de tous vos efforts à nous apporter cette bonne revue qui me donne la joie de réfléchir. Bien avec vous.

De Jacques CHAUVIN (Nord) : Bravo ! Continuez à déburrer les crânes ! Toute ma sympathie et mon admiration pour le dévouement du noyau.

De Claude POSS (Rhône) : Si je ne suis pas d'accord avec tous vos articles, j'apprécie votre franchise et je souhaite que vous parveniez à accroître votre influence.

De Pierre HEDOUX (Seine-Maritime) : A notre vaillante R.P.. Puisse-t-elle longtemps continuer à travers ce cahot inextricable qu'est la conjoncture actuelle. Tenez ferme la barre du navire Liberté.

## CHARLES D'AVRAY N'EST PLUS

Lundi 7, au matin, Charles D'Avray, le poète-chansonnier libertaire s'est éteint à l'hôpital Tenon. Il avait voué sa vie à l'éducation et à la propagande par la chanson. Et ses œuvres étaient appréciées par une jeunesse ouvrière et étudiante enthousiaste. Son idéal était : la révolution dans les esprits, la révolution esthétique, la révolution sociale. — A. Sadik.



# La C.N.T. d'Espagne en exil se réunit

De trois à quatre cents militants emplissaient la salle Susset, avec des groupes débordant sur la terrasse. En ce dimanche d'octobre, les deux fédérations locales de la C.N.T. espagnole de Paris, séparées depuis quinze ans, tenaient assemblée commune et proclamaient l'unité retrouvée.

A la tribune, les représentants des deux commissions « pro-unité » désignés par les anciennes fédérations locales respectives, faisaient adopter une motion qui définissait la personnalité anarcho-syndicaliste de l'organisation. Et ensuite, dans le rituel organisatoire cher aux libertaires d'Espagne, le nouveau comité de la « locale » unique fut désigné.

Aucune discussion de fond, aucun examen des problèmes d'Espagne ou de l'émigration. Les quelques interventions qui s'y rapportaient furent emportées par des clameurs d'enthousiasme unitaire. Se retrouver d'abord, reprendre l'étude des questions par la suite, ensemble, telle semblait être la volonté générale.

Les semaines précédentes, et dans les jours qui suivront, d'autres assemblées communes ont réuni ou réuniront tous les « noyaux » ou « locales » des grands centres d'émigration où les C.N.T. se trouvent implantées.

Déjà, en Espagne même, par les cent canaux de la vie illégale, la nouvelle court : la Confédération s'est retrouvée, le temps des disputes aigres et de l'impuissance double s'achève, le moteur va recommencer à tourner.

\*

La scission s'était produite en 1945 à la suite d'une divergence portant sur la tactique, compliquée par un problème d'organisation. Le Comité National de la C.N.T. d'Espagne, clandestin, était partisan d'une alliance avec toutes les forces antifranquistes, avec participation de représentants de la C.N.T. au sein du gouvernement républicain en exil. Le sub-comité, représentant à l'extérieur le Comité National clandestin, déclara qu'il ne pouvait que défendre cette position, du fait que l'organisation intérieure était la seule habilitée à prendre des décisions et à choisir sa tactique. Mais le congrès qui se tint à l'époque, et qui réunit à Paris les représentants de toutes les sections de la C.N.T. émigrée, se montra en majorité opposé à la collaboration gouvernementale. La C.N.T. éclata.

Depuis, les deux tendances ont vécu séparément, avec leur propre structure, leurs organes de presse particuliers, leurs liaisons intérieures autonomes. Alors que les circonstances de la lutte en Espagne se transformaient, que le climat international évoluait rapidement, que les rapports de force se modifiaient et que toutes les tentatives d'alliance antifranquiste échouaient, la scission demeurait (1). Les deux tendances elles-mêmes perdaient leur caractère de départ : au sein des forces groupées autour du sub-comité national et du journal « España libre », les opinions différaient sur de nombreux points ; à l'intérieur de l'organisation dont les organes étaient « Solidaridad Obrera » et « C.N.T. », les divergences étaient nombreuses. Plus grave était l'hémorragie causée par le retrait de nombreux militants, lassés par les querelles, et jugeant que les intérêts de clan avaient pris le pas sur les positions de principe ou de tactique. Hors de France, en Amérique latine notamment, les groupes et « locales » adoptaient des positions marginales. Enfin, en dépit des consignes et des décisions prises dans les divers plénums par l'une ou l'autre organisation, des activistes menaient le combat comme bon leur semblait et se faisaient tuer les armes à la main : Ferclarias, Sabater...

Des deux côtés, des militants entreprirent le difficile travail de rapprochement. Sans succès

(1) Dans « Le Monde Libertaire », un article mesuré et courageux de F. Gomez Pelaez rappelle que le problème de la collaboration ministérielle ne se posait plus depuis la désignation du deuxième gouvernement républicain, en 1947.

apparent. Mais finalement, deux facteurs vinrent bouleverser les calculs trop subtils : le premier, essentiel, était la crainte de la disparition — la structure clandestine de la C.N.T. s'était en grande partie effondrée, des forces nouvelles montaient : parti communiste, chrétiens de gauche ; le second était la prise de conscience qu'une situation en grande partie originale s'était créée en Espagne, et qu'en face d'elle les résolutions et tactiques fixées au lendemain de la guerre mondiale étaient inadéquates.

Après avoir vécu sur elles-mêmes, et presque pour elles-mêmes, les émigrations découvraient qu'elles ne participaient plus, ou trop peu, au jeu des forces intérieures de l'Espagne. La poussée vers l'unité n'a pas d'autre raison profonde.

\*

A lire les résolutions adoptées par le plenum des « locales » adhérant au sub-comité, et les motions votées par le congrès des « locales » rattachées au secrétariat « intercontinental », c'est-à-dire la fraction anticollaborationniste majoritaire, on ne voit guère s'exprimer les motifs sérieux de l'unité, c'est-à-dire la conjoncture espagnole intérieure. Ni à Clermont-Ferrand, ni à Limoges il ne fut guère question d'analyser les problèmes essentiels qui se posent outre-Pyrénées. Dans sa volonté d'obtenir la réunification coûte que coûte, la tendance ex-collaborationniste réduisit le problème à ses aspects formels, et son organe « España libre » coupa court à toute polémique, s'interdit toute discussion. A Limoges, la motion adoptée concernant l'unité ne comporte que l'invitation aux « scissionnistes » à rentrer, sur la base des positions traditionnelles et en considérant « définitivement close et annulée la période 1936-1939 » !

Et pourtant, malgré ces résolutions peu propres à favoriser un climat de réunification, peu claires en ce qui concerne les expériences vécues, peu explicites pour ce qui est des tâches d'avenir, le désir de reconstituer une C.N.T. unie fut le plus fort.

Pour nombre de militants, l'essentiel est de rendre à la C.N.T. toute sa force en hommes, en moyens, d'abord. Aussitôt s'ouvrira la période d'étude des situations, de recherche en commun des voies et moyens d'intervention, d'initiatives diverses surgissant des contacts et des confrontations entre syndicalistes libertaires ayant expérimenté mille et une méthodes. Au lieu de se gaspiller en polémiques stériles portant sur des mots et des hommes, la confrontation va devenir fructueuse, parce qu'elle se fera à propos de situations réelles, par rapport à l'Espagne. C'est ce qui n'apparaît dans aucun texte, mais c'est ce qui existe dans bien des cerveaux.

Dans les assemblées d'unification des grands centres, cénétistes de l'un et l'autre bords font connaissance, se découvrent, entrevoient de nouvelles possibilités, réévaluent leurs forces et imaginent leur usage.

Les aspects négatifs de l'unification sont ceux de l'émigration (sur laquelle a passé une génération) : formalisme, lyrisme, manque de connaissances sur la réalité ibérique d'aujourd'hui. Les aspects positifs découlent du sentiment que l'émigration doit redevenir un élément de la lutte en Espagne.

Notre conviction est que la C.N.T. réunifiée peut redevenir la grande organisation qu'elle fut, si elle conçoit ses activités, ses études, ses interventions en fonction de l'Espagne, et non plus à la mesure de l'émigration seule.

\*

Les problèmes immédiats sont nombreux et pressants. Il s'agit de restructurer l'organisation intérieure, de lui apporter hommes et moyens matériels qui lui font défaut : de lui fournir les informations qui lui manquent, d'obtenir d'elle tous les renseignements pour éclairer l'opinion internationale et faire intervenir cette dernière.

Les nouvelles générations, cloîtrées dans le ghetto franquiste, ne découvrent la vie extérieure que

par l'intermédiaire de propagandes non ouvrières. Elles ne savent de la C.N.T. que ce que les militants locaux, surveillés, traqués, épuisés, incarnent. Elles ne reçoivent ni littérature, ni fruits des expériences, ni vues sur les questions internationales.

Les internationales ouvrières elles-mêmes ne sont pas aiguillonnées par les exigences de la lutte ouvrière antifranquiste. Ce n'est que très récemment que la C.I.S.L. commence à bien vouloir reconnaître que l'U.G.T. n'est pas la seule force, ni la plus sûre, du combat libérateur. Ce n'est qu'il y a quelques semaines qu'un article de Victor Alba a paru dans le Bulletin d'informations internationales de l'A.F.L.-C.I.O., donnant une image exacte du drame ouvrier espagnol, signalant le travail de conquête des cadres syndicalo-phalangistes par les communistes, la faiblesse de l'U.G.T., les possibilités de la C.N.T.

Les problèmes d'alliance entre forces vives de l'antifranquisme, sur lesquels ont buté tant d'initiatives des syndicalistes libertaires espagnols, peuvent reprendre leurs dimensions exactes dans la mesure où la C.N.T. existera en tant que telle, avec ses organisations intérieures de combat, ses organisations de soutien en exil, sa connaissance des situations en Espagne, la diffusion de ses so-

lutions pour aujourd'hui et pour demain, la mise en place de ses organes d'intervention, la présence sur tous les lieux de travail, ouvrier, paysan et intellectuel. Alors l'alliance syndicale conclue avec l'U.G.T. et les travailleurs basques sera davantage qu'une formule sans application.

Les milieux intellectuels, nourris de revues et de journaux étrangers, attirés par les déclarations d'efficacité, à la recherche de sécurité mentale, ne sont pas tentés par la tradition libertaire, parce que celle-ci ne leur est pas offerte. Et pourtant qu'un Albert Camus, un Ignazio Silone, un Ramon Sender leur soient présentés, par des ouvrages, des revues, des feuilles diverses, et nous sommes convaincus que le secteur libertaire prendra sa place entière dans les universités, dans les cercles d'études intellectuels, et assurera le lien entre tous les secteurs espagnols qui aujourd'hui sous la chape de plomb de la censure et dans les miasmes de combinaisons alimentaires, s'efforcent de trouver un peu d'oxygène.

Non, le travail ne manquera pas à la C.N.T. réunifiée, ni à ses jeunesse, ni à ses militants chevronnés. Un travail tout entier orienté vers l'Espagne, commandé par les problèmes d'Espagne.

Louis MERCIER.

## Education ouvrière ou bourrage de crânes ?

Nous avons la plus grande sympathie pour les camarades du Centre d'Education Ouvrière de la C.G.T.-F.O., et plus particulièrement pour Georges Vidalenc et T. Ottavy. Mais nous n'en sommes que plus qualifiés pour leur dire que le texte publié par « Les Cahiers Fernand Pelloutier » (dans le numéro de novembre 1960) et qui porte le titre « Problème Régionaliste en Espagne », avec la signature « Un Ami de l'Espagne », contient une série de flagrants mensonges. Ces mensonges déshonorent et la publication patronnée par la C.G.T.-F.O. et l'esprit de Fernand Pelloutier. Ils sont indignes des animateurs du C.E.O. Ils sont dangereux pour les jeunes qui cherchent à connaître et comprendre. Ils sont une insulte à tous les révolutionnaires espagnols authentiques. Autrement dit, c'est de la déformation, de la contre-vérité et de la propagande stalinienne qui s'étaient dans les « Cahiers de recherche et de libre discussion » de « Force Ouvrière ».

Nous n'analyserons pas l'étude publiée sur le régionalisme espagnol, nous citerons seulement — car il suffit largement — le passage qui nous a fait sursauter (p. 13) :

« Ce dernier (le gouvernement catalan), s'était efforcé... de mener une politique sociale active pour renforcer le moral antifasciste du peuple catalan et le maintenir uni : l'industrie fut en grande partie collectivisée, dès octobre 1936.

« Les anarcho-syndicalistes, cependant, tentaient pour leur compte des expériences collectivistes isolées, y compris dans les campagnes. Ce progrès de l'anarchisme se répercuta dans l'organisation militaire, où les milices ouvrières avaient du mal à se plier à la discipline de l'armée républicaine : les communistes, s'efforçant d'organiser celles-ci, entrèrent en lutte contre les anarchistes, qui se soulevèrent en mai 1937 dans les rues de Barcelone, avec l'appui d'un parti socialo-communiste, le P.O.U.M. ».

Arrêtons-nous. Autant de lignes, autant de mensonges ; presque autant de mensonges que de mots.

Faut-il vraiment rappeler à des animateurs d'un centre d'éducation ouvrière :

1° que le gouvernement catalan n'existait pas le 18 juillet 1936, quand les organisations syndicales, seules, et essentiellement la C.N.T. anarcho-syndicaliste, se battirent contre les militaires insurgés, créèrent les milices ouvrières, édifièrent une structure économique nouvelle, s'emparèrent des usines et des services publics et les firent fonctionner ?

2° que la collectivisation fut totale dès le début, n'y échappant que les petites entreprises ?

Que les décrets gouvernementaux ne firent que ratifier et légaliser une situation de fait ?

3° Que les anarchistes furent les premiers à lancer des colonnes ouvrières pour aller à la rencontre des forces franquistes ? Et que l'armée républicaine ne s'articula qu'ensuite ?

4° Que tout le jeu communiste, s'appuyant sur le chantage aux armes des Russes, fut socialement réactionnaire ? Que ce même jeu poursuivait l'élimination de la gestion ouvrière dans l'économie et dans la guerre ?

5° Que ce furent les provocations stalinienne, des conseillers russes, du P.S.U.C., et finalement la tentative par ce dernier de s'emparer du central téléphonique de Barcelone qui fit se soulever la classe ouvrière catalane ?

Nous pourrions continuer longtemps ainsi. Mais nous espérons que les animateurs du C.E.O. et des « Cahiers Fernand Pelloutier » se rendront compte des énormités qu'ils ont laissés diffuser sous leur patronage.

Ou cet « Ami de l'Espagne » écrit sans savoir de quoi il est question et se borne à répéter les slogans de la propagande stalinienne, ou c'est un « sous-marin ». Dans les deux cas, qu'il soit balayé des milieux d'éducation ouvrière. Et que le C.E.O. rectifie ; les documents et les témoignages ne manquent pas.

L. M.

### A L'ASSEMBLEE DU 6 NOVEMBRE

convoquée par le Cercle Zimmerwald,  
l'Union des Syndicalistes  
la Révolution Proletarienne  
les Amis de Pierre Monatte

— réunion très bien réussie — GUILLORE a dit

« La « R.P. » étale sa pauvreté. Il ne manquerait plus que cela qu'elle ne soit pas pauvre ! »

Paul RUFF a répliqué :

« Non ! la « R.P. » ne doit pas être pauvre ! Si chacun de nous consacrait chaque mois une petite somme à la « R.P. », ses échéances seraient plus faciles. »

Les deux déclarations ne sont contradictoires qu'en apparence.

Certains camarades ont déjà fait ce que Ruff préconise. Nous attendons que la méthode se généralise. Commençons tout de suite !

# LES INTÉRÊTS DE LA COURONNE BELGE DANS LES AFFAIRES CONGOLAISES

Le territoire actuel du Congo a, de tout temps, été convoité par plusieurs grandes puissances. Fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Afrique Centrale était l'objet des convoitises de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Égypte avec Emin Pacha et, indirectement, de l'Amérique. Cette dernière, sans prétendre à une occupation militaire du territoire (contrairement aux autres nations), aurait été satisfaite de l'avantage économique qu'elle aurait tiré de ces régions.

Il est indéniable que la prétention de l'une de ces puissances à occuper le Congo à l'exclusion de toutes les autres, aurait provoqué la guerre.

Pour éviter les causes de conflits, Léopold II avait proposé le compromis suivant à la conférence de Berlin : personne n'occuperait politiquement le centre africain, mais tout le monde pourrait en bénéficier économiquement. Le pouvoir politique serait assumé par Léopold II lui-même, à titre personnel. Ce système a été dénommé, depuis, la « Politique de la Porte Ouverte ».

Il fallait, à partir de ce moment, mettre le territoire en valeur. Chacune des grandes puissances contractantes hésitait à investir dans ce territoire, de crainte que, l'accord de Berlin une fois tombé en désuétude, ses investissements n'eussent été faits au profit de la puissance « la plus entreprenante ».

C'est pour cela que Léopold II a provoqué le démarrage économique du centre africain en y investissant une grande part de sa fortune personnelle et celle du baron Cassel et, par l'intermédiaire d'organismes interposés tels que le Comité du Haut-Katanga, la Société Générale, la Banque de Crédit Anversois, afin de respecter le principe que la Couronne ne peut ouvertement s'exposer.

Lorsque les grandes puissances constatèrent que Léopold II avait installé au Congo un pouvoir stable ainsi qu'une force publique capable à la fois de garantir l'ordre et de contenir les appétits de l'une ou l'autre puissance « entreprenante », les capitaux étrangers affluèrent et contribuèrent à la mise en valeur du pays. Ulérieurement, le statut de colonie belge qui fut donné au Congo n'apporta aucune modification à la politique de la porte ouverte et les intérêts de la Couronne sont restés les mêmes jusqu'à nos jours. C'est ce qui explique l'attitude du roi actuel : discours du 13 janvier 1959 (couvert après coup par le Conseil des Ministres), voyage impromptu au Congo (pour se concilier les élites nouvelles indigènes) et, tout dernièrement, envoi au Katanga du comte Harold d'Aspremont-Lynden qui, sous le couvert du titre d'émissaire du gouvernement belge, inspirait officieusement Tschombé dans le sens de la sécession. Ce d'Aspremont-Lynden devenu ministre des Affaires Africaines dans l'actuel gouvernement, est le frère du grand maréchal de la Cour et, entre autres, administrateur de la Compagnie du Katanga, de la Lloyd's Royal et commissaire de la Société Générale.

## EXPLICATION DE LA POLITIQUE UNITAIRE POURSUIVIE PAR LE GOUVERNEMENT BELGE

Les Belges pénétrèrent en Afrique Centrale au moment où les populations de cette région étaient soumises à des migrations provoquées par une poussée en chaîne de peuples conquérants en marche. Les tribus restées sédentaires devenaient ipso

facto les ennemis des migrants qui devaient les éliminer ou les déloger.

L'Administration belge, dont les intérêts exigeaient la pacification et l'ordre, a stabilisé toutes les populations où elles se trouvaient. Ces tribus n'avaient aucun contact entre elles, si ce n'est celui des hostilités. Les Blancs ont alors tenté de faire vivre en bonne intelligence ces peuples disparates et hostiles les uns aux autres, en les englobant dans des unités administratives communes. Ainsi par exemple, certains groupements de la tribu des Mongo et d'autres appartenant aux N'Gombé ont été incorporés dans le territoire de Basankusu. A l'échelon de la province, on a incorporé une partie des Baluba avec les Lunda dans la province du Katanga. L'autre partie des Baluba était incorporée aux Lulua dans la province du Kasai. Ces mesures qui sont, en fait, un véritable essai de créer un climat de coopération politique et économique entre des populations différentes, ne pouvaient porter leurs fruits qu'à très longue échéance, comme le prouvent d'ailleurs toutes les tentatives semblables.

Ainsi, les populations gauloises qui avaient été en contact pendant quatre siècles avec la civilisation romaine, supérieure à la leur, étaient loin d'être amalgamés à l'arrivée des Francs. Ne sont-ce pas les populations autochtones qui, profitant de l'approche des barbares et du repli de ceux qu'ils considéraient, malgré du bienfaits, comme des envahisseurs, ont brûlé, pillé et sacagé les latifundia ! ! ... Quatre cents ans plus tard, au seuil de la féodalité, les fiefs féodaux ne représentaient rien d'autre, sous d'autres dénominations, que les tribus gauloises. La Flandre coïncidait avec le territoire des Ménapiens et des Morins. Le duché de Brabant avec celui des Nerviens, le marquisat de Namur avec celui des Aduatiques, le Luxembourg avec celui des Trévires, le Hainaut avec celui des Cambrasis... C'est assez dire que le sentiment tribal, sans être indéracinable, est néanmoins des plus tenaces et des plus difficilement expugnables.

Il en est de même au Congo. Bien sûr, la formule idéale serait la formation d'un pays unitaire dans lequel viendrait se fondre cette multitude de tribus et de races. Il ne faut pas mettre en doute que ce stade idéal sera atteint un jour, mais l'on ne peut actuellement exiger des populations noires de faire en 70 ans un bond que nous avons mis 18 siècles à accomplir dans de meilleures conditions et avec de multiples stades intermédiaires. Au contraire, il faut laisser s'accomplir le lent travail de gestation centralisatrice. Et c'est précisément la hâte soudaine et suspecte des politiques belges, manœuvrés par la finance internationale, qui a provoqué l'anticipation d'une évolution normale et la bousculade de traditions encore vivaces qui ont amené les troubles que le Congo connaît.

Dans l'état actuel des choses, l'ordre et la paix pourraient régner au Congo, si les ethnies (dans le sens large du mot) se gouvernaient elles-mêmes en se coiffant d'une organisation confédéraliste, chargée des questions générales. Ainsi, imperceptiblement et en fonction d'une évolution lente mais inéluctable, les règlements généraux du gouvernement central de la confédération seraient amenés à légiférer dans des matières particulières aux ethnies et à donner finalement des lois communes applicables à tous. Ce n'est qu'à ce prix, qu'au

cours des temps à venir, les Congolais se forgeront progressivement une pensée, une âme commune et qu'au stade final et idéal ils se sentiront membres d'une même famille, d'une même nation.

### MOBILES CONFEDERALISTES DE CERTAINS MILIEUX NOIRS

Les tendances confédéralistes sont maintenant connues du point de vue de l'évolution générale des rapports des ethnies entre elles.

Cependant, une explication exemplaire des mécanismes de ces tendances se trouve dans des considérations qui tiennent à la philosophie bantoue, d'une part, et aux aspirations d'une petite minorité de Congolais, d'autre part.

La pensée noire se développe en deux courants : l'un, antitribal et unitaire, qui s'accommoderait de structures occidentales et qui est prôné par une petite minorité de « clercs », qui voient dans une société congolaise occidentalisée l'occasion de s'emparer des leviers de commande, chose qui serait exclue dans l'ordre tribal, dont les institutions sont déjà en mains. L'autre tendance, qui s'appuie sur la coutume, prône un développement harmonieux, basé sur le respect et la transformation intelligente des valeurs autochtones. Elle trouve ses chefs parmi les hauts dirigeants des sociétés secrètes bantoues. Cette intelligentsia noire, constituée des grands notables et des chefs des ethnies, vise à la sauvegarde du patrimoine traditionnel et veut, dans cet ordre d'idées, barrer la route au communisme étranger, dont l'installation au Congo, à la suite de Lumumba, aurait pour conséquence l'anéantissement plus ou moins brutal de l'âme noire. Ces sociétés secrètes, véritable force occulte, sont particulièrement puissantes dans les grandes ethnies, telles que Lunda-Muluba-Mukongo et Mangala. Cela explique que c'est précisément dans le Bas-Congo, au Kasai, au Katanga et dans une partie de l'Equateur que la tendance confédéraliste s'est manifestée, sous l'impulsion apparente d'un Kasavubu, chef de la masse des Bakongo, d'un Tschombé avec ses Lunda et apparentés, d'un Kalonji avec ses Baluba et d'un Bokikongo avec ses Bangala. D'autre part, Lumumba est le porte-parole d'un cartel composé d'une infinité de groupes coutumiers plus petits, répartis sur l'ensemble du territoire et qui, pris isolément, sont sans importance, mais auxquels il faut ajouter les « clercs occidentalisés » fort remuants et beaux parleurs.

A côté des grands et importants courants, viennent se juxtaposer, bien entendu, des questions mineures d'opportunismes dont, par exemple, l'échelle des préséances des tribus dans un Etat unitaire. Il va de soi que certaines petites ethnies s'estiment lésées dans la part représentative que l'Etat leur fait et émettent la prétention de s'ériger, elles aussi, en Etats autonomes, au sein d'une très large confédération. Ces questions d'opportunité peuvent même revêtir un aspect individuel : Un chef, par exemple, qui escomptait occuper une fonction dans l'Etat unitaire, peut menacer d'entraîner sa tribu dans un mouvement de séparatisme confédéral, dans le cas où ses ambitions seraient déçues...

Les mobiles des uns et des autres font donc apparaître que les unitaristes congolais ne sont que des opportunistes et des arrivistes.

Les autres, au contraire, obéissent à une pensée supérieure, à un sentiment quasi messianique et placent le problème sur le plan élevé de la préservation de valeurs morales et humaines inestimables. Ceci ne veut pas dire que ces valeurs ne sont pas susceptibles de transformations fructueuses avec le temps, pour en arriver finalement à une civilisation congolaise qui occupera une place

bien particulière, mais de choix et constructive dans le cadre de la grande civilisation moderne.

### LUMUMBA ET SES FREQUENTATIONS

Les agissements de Lumumba ne s'expliquent nullement par des préoccupations élevées d'homme politique esseulé et incompris, ni par des principes parlementaires ou gouvernementaux à l'occidentale. Il faut en rechercher les mobiles dans ses origines et ses fréquentations.

Lumumba est issu de la tribu des Batetela dont la haine inextinguible du blanc remonte à la campagne antiesclavagiste des années 1890-95. Il est peut-être utile de rappeler que cette campagne fut menée simultanément sur deux fronts : l'un au Nord, commandé par Henri, et l'autre au Sud, par d'Hanis. C'est ce dernier front qui nous intéresse. Les Batetela, dont le chef N'Gongo Lutete était l'allié des Arabes, fournissaient à ceux-ci, et contre paiement, un contingent annuel d'esclaves.

Les succès remportés par les Belges avaient incité ce chef à se rapprocher des vainqueurs, tout en maintenant des contacts avec les Arabes. L'accord réalisé entre N'Gongo-Lutete et les forces de l'Etat indépendant du Congo prévoyait notamment la fourniture de 2.000 lances auxiliaires. Comme Lutete tergiversait dans l'exécution de ses obligations, il fut appelé à s'expliquer au camp de la force publique où, accusé de trahison, il fut abattu par un officier belge, sans autre forme de procès.

Depuis cet « événement regrettable », du reste réprouvé et puni par le commandement supérieur, les Batetela se sont trouvés en état de révolte sournoise et permanente contre l'autorité blanche avec, parfois, des mouvements de soulèvement armé, notamment en 1896-98, en 1931, en 1942, en 1947 et en 1952 et qui furent chaque fois durement réprimés. Un des procédés auxquels on a eu recours pour mater cette tribu irréductible, fut notamment la dispersion et la déportation en divers coins du Congo et particulièrement dans la province orientale, ce qui, dans une certaine mesure, explique que cette province constitue un véritable fief pour Lumumba. Ce dernier concrétise cet esprit de méfiance et de révolte dans l'hostilité, disons même la haine, qui se manifeste dans tous ses agissements vis-à-vis des occupants blancs.

Les fréquentations de Lumumba peuvent se subdiviser en deux groupes : les relations internes et les rapports avec l'extérieur. Comme relations internes, on peut citer Gisenga, N'Polo, Kashamura et Kamitatu qui appartiennent au Mouvement National Congolais ou à d'autres partis. Ils ont tous en commun l'instruction politique reçue dans des écoles de cadres et d'agitation d'au-delà du rideau de fer, principalement Moscou et Prague, d'où ils reçoivent les consignes qui consistent, grosso modo, à créer un climat de désordre qui, comme le démontre l'expérience, est le plus propice à l'installation du communisme moscovite.

Les rapports avec l'extérieur sont principalement ceux que Lumumba entretient avec N'Krumah, dont il adapte les méthodes à la situation congolaise. Ainsi, par exemple, un parallèle frappant peut être établi entre la manière dont N'Krumah a éliminé son opposition et celle utilisée par Lumumba pour se débarrasser des Occidentaux.

N'Krumah, qui était premier ministre du Ghana avant la déclaration de l'indépendance, avait fait insérer dans la Constitution une clause suivant laquelle tout parlementaire absent des séances du Parlement pendant trois mois consécutifs serait révoqué d'office. La manœuvre fut dès lors fort simple : empêcher l'opposition de siéger en l'incarcérant, puis faire constater son absence et provoquer ipso facto la démission : par suprême

dérision, ordonner la mise en liberté, sitôt la ré-  
vocation arrachée.

Lumumba, avec la complicité de la force publi-  
que gangrenée par la propagande du Mouvement  
National Congolais, a créé un climat de panique  
à l'aide de sévices et de vexations de toutes sor-  
tes, qui ont provoqué la fuite éperdue des blancs  
dont le moral était, de longue date, sapé par une  
propagande haineuse tant écrite que verbale.

Ensuite, lorsque le reproche d'avoir chassé les  
blancs lui fut opposé, il eut beau jeu de rétorquer  
qu'il n'avait aucune responsabilité en la matière  
et qu'il n'avait chassé personne. Les blancs étaient  
partis d'eux-mêmes « comme poursuivis par un  
sentiment de culpabilité collective, pour les exac-  
tions dont ils s'étaient rendus coupables vis-à-vis  
du peuple noir opprimé ».

F. VAN REUSEL.

## Les problèmes d'Amérique indo-latine

Les problèmes de l'Amérique du Sud et du Centre  
sont, comme tous les problèmes similaires posés dans  
le reste du monde, beaucoup plus complexes et  
beaucoup plus profonds qu'il n'apparaît à la lumière  
de données strictement économiques, surtout quand  
celles-ci émanent d'analyses déformantes autant  
qu'incomplètes. On ne trouve pas, et on ne dit pas  
la vérité en se basant sur des statistiques partielles  
et partiales, que chacun dresse ou interprète à sa  
guise, selon un critère aprioristique, nationaliste,  
marxiste ou même anarchiste. L'esprit partisan  
fausse tout, mais il ne change rien aux faits. Et  
ce sont les faits que je vais essayer de résumer,  
loin, les caciques espagnols et portugais, puis leurs  
démagogues qui a toujours du succès, mais qui ne  
fait jamais le jeu de la liberté, ni de l'humanité.

Les malheurs et les misères des habitants de  
cette vaste région du globe nous sont expliqués, à  
la lumière du matérialisme historique, par l'exploita-  
tion éhontée des populations à laquelle se livrent  
les Etats-Unis, et par l'influence que les capita-  
listes de cette nation exercent sur la politique de  
tous les pays qui s'échelonnent des limites du Texas  
et de l'Arizona à la Terre de Feu.

Commençons par une constatation de base :  
l'Amérique centrale et du sud, l'Amérique indo-latine  
a été peuplée en même temps que l'Amérique du  
Nord. L'émigration européenne s'y est produite si-  
multanément. Pourquoi les différences que nous  
savons dans le développement économique, politi-  
que, social des deux parties du continent ?

L'intervention, disons massive, du capital nord-  
américain dans la vie des nations situées plus au  
sud date surtout de la première guerre mondiale  
quand, l'Angleterre étant restée très affaiblie, le  
champ fut laissé libre aux investissements « yan-  
kees » (1). Si ceux-ci étaient responsables de la  
situation économique et politique actuelle, il en  
faudrait déduire qu'auparavant tout allait bien dans  
ces pays qui connaissent maintenant tant d'oppres-  
sion et de misère. Or, quiconque est tant soit peu  
informé sait que le niveau de vie des masses était,  
dans l'ensemble, inférieur à ce qu'il est actuelle-  
ment, et quant à la stabilité politique, il suffit de  
rappeler que, de 1820 à 1878, on a compté en Bolivie  
soixante révolutions militaires et dix constitutions  
successives, tandis que, depuis son apparition com-  
me nation indépendante, le Honduras a collectionné  
soixante-et-un coups d'Etat. J'ignore le total des  
dix-neufs pays latino-américains, mais on peut sup-  
poser qu'il est imposant. Et l'on admettra que la  
Standard Oil peut difficilement être responsable de  
ce gâchis qui ne comprend pas celui des XVI<sup>e</sup> et  
XVII<sup>e</sup> siècles, si l'on se rappelle que le premier puits  
de pétrole fut exploité, aux U.S.A., en l'année 1859.

Depuis la conquête espagnole, toute l'histoire de  
cette partie du monde est faite de luttes politiques  
violentes, de « cuartelazos », de « pronunciamientos »,

d'« asonadas » (les vocables ne manquent pas, tant  
les faits sont nombreux) et de coups d'Etat. Dic-  
tatures et dictateurs défilent sans arrêt : civils et  
militaires, hommes politiques et colonels, généraux,  
soldats ou sergents — comme Batista — improvisés  
gouvernants suprêmes, se fusillent les uns les au-  
tres, les partis s'affrontent, les bandes se massa-  
crent sur les champs de bataille, et l'on voit appa-  
raître des monstres comme Rosas « cortacabezas »  
— coupeur de têtes — dont la dictature, en Argen-  
tine et au siècle dernier, dura vingt-trois ans.

Je le répète, tout cela avait lieu bien avant que le  
premier dollar fût investi. Tout cela est consub-  
stantiel à l'histoire de ces pays qui sortent à grand-  
peine de leurs traditions. Il conviendrait de ne pas  
l'oublier. Comme il conviendrait de ne pas oublier  
que ceux qui composaient la population pauvre  
ne mangeaient pas alors, tous les jours, leur galette  
de maïs.

\*\*\*

Je parlais récemment de ces choses avec un jeune  
camarade argentin qui me donnait absolument rai-  
son. Et j'ai trouvé d'autres Sud-Américains qui  
voient un peu plus loin que l'explication passe-par-  
tout du « yankee » et commencent à penser qu'il  
est temps de voir leurs propres responsabilités.  
L'Amérique centrale et du Sud a été envahie par  
une émigration espagnole et portugaise qui ne tra-  
versait pas l'Océan pour aller créer des industries,  
travailler dur et faire triompher la liberté, mais  
pour s'enrichir grâce aux mines d'or et d'argent  
exploitées par le travail des Indiens qu'ils firent  
périr par millions — si bien qu'il leur fallut orga-  
niser la traite des nègres pour suppléer à cette  
main-d'œuvre salariée, a cédé la place au conseil  
trop fragile. D'autre part, ces immigrants étaient,  
dans leur immense majorité, des paysans sans mé-  
tier, illettrés, catholiques fanatiques, dignes repré-  
sentants de cette Espagne inquisitoriale, guerrière  
et décadente dans laquelle, après la Reconquête,  
il n'était rien resté des industries, des métiers, des  
corporations, des professions de l'agriculture orga-  
nisée, des activités utiles que la civilisation arabe  
avait introduite. Ils n'apportaient rien que leur igno-  
rance, leur avidité, leur inhumanité (2).

En échange, l'Amérique du nord se peuplait sur-  
tout — je n'exclus par les aventuriers — d'Anglais  
ayant une formation professionnelle, de protestants  
français qui étaient les meilleurs artisans de  
France, d'Allemands à la recherche de la liberté  
et souvent membres de corporations. En un mot,  
d'un ensemble où les qualités d'organisation, d'ini-  
tiative, la capacité technique, l'influence des idées  
libérales anglaises et des encyclopédistes français  
joua le rôle que l'on sait avant, pendant et après  
la guerre d'Indépendance.

(2) Par exemple, il est établi qu'une des raisons  
du massacre des Indiens fut qu'ils ne portaient pas  
de culotte et, chose horrible pour un catholique  
espagnol de l'époque, montraient trop facilement leurs  
parties « honteuses ».

(1) Notons que le mot « yankee » est une appella-  
tion méprisante inventée par les blancs esclava-  
gistes.

A ces facteurs humains s'ajoutent ceux de la géologie, de la géographie, du climat. Il fut plus facile, aux U.S.A., de créer des industries grâce à l'existence de nombreux et immenses gisements de fer, de cuivre, de charbon, de pétrole, souvent proches les uns des autres ou facilement réunis par des voies navigables. Rien de tel dans l'ensemble des nations indo-latines qui, d'autre part, se sont stupidement multipliées (voyez la carte des Caraïbes). A l'absence d'initiative et de capacité technique des hommes s'ajoutait celle de matières premières facilement exploitables ou complémentaires, et les nations sont séparées par des déserts, des jungles, des fleuves ou des montagnes immenses, et des distances qui ne permettent pas facilement, même maintenant, de vaincre des difficultés que la faible densité des populations rend encore plus insurmontables. Ajoutons que très souvent le climat ne se prête pas aux cultures vivrières correspondant à la vie moderne.

\*\*

Mais la misère des populations ne provient pas seulement de cet héritage d'incapacité industrielle des immigrants (dont la qualité s'est améliorée depuis le début du siècle) et du manque de ressources suffisantes (3). La situation sociale a été créée depuis le seizième siècle, et elle est encore, en grande partie, déterminée par les structures et les mœurs moyennâgeuses qui ont si longtemps dominé. Les conquérants espagnols et portugais durent se mettre à tirer des ressources des terres prises « manu militari » et arrachées aux communautés indiennes. Ce furent les soldats et les chefs militaires qui, naturellement, se servirent le mieux, et qui, reproduisant les structures sociales existant en Espagne et au Portugal, implantèrent ce qu'on appelle le caciquismo. Un cacique est un chef d'Indiens qui domine hommes et biens. Allant plus loin, les caciques espagnols et portugais, puis leurs fils et leurs petit-fils, se multiplièrent et s'emparèrent même de la terre que des petits paysans européens, surtout Italiens du nord, avaient défrichée au prix de tant d'efforts. Or, le caciquisme est le fait économique-social dominant de l'ensemble de ces pays, beaucoup plus agricoles qu'industriels. Il en est résulté une aristocratie ou une domination foncières qui a déterminé l'ensemble de la vie sociale. Voici un exemple :

En 1936, 9.843.385 hectares des terres de la province de Buenos Aires — et l'Argentine était peut-être le pays socialement le plus avancé de l'Amérique indo-latine — appartenaient à un millier de propriétaires. La famille Alzaga Unzue possédait 411.938 hectares ; la famille Anchorena, 382.000 hectares ; la famille Luro, 232.336 hectares ; la famille Pereyra Iraola, 191.218 ; la famille Guerrero, 182.449 ; la famille Leloir, 181.036. Celle qui vient en queue de la liste des seize les plus fortunées avait nom Martinez de la Hoz, qui possédait 101.259 hectares. Il s'agissait de terres cultivées ou destinées à un élevage qui figurait parmi les meilleurs du monde.

Observez que tous ces propriétaires ne portent pas de noms « yankees ». Sur ces « latifundios » qui n'étaient pas les plus grands de l'Argentine, ni d'autres pays de l'Amérique indo-latine, travaillaient des « chacareros », colons et fermiers qui donnaient en moyenne cinquante pour cent de leurs récoltes aux propriétaires qui ne leur fournissaient rien ; pour la plupart, ces « chacareros » habitaient des maisons en torchis, au sol de terre battue, renforcées de fer blanc de bidons de pétrole, et couvertes

(3) Il y a d'énormes quantités de fer au Brésil, mais jusqu'à maintenant on n'a pas découvert de charbon. Il y a de l'étain en Bolivie, du cuivre au Chili, on cultive la canne à sucre à Cuba, on extrait du pétrole au Venezuela. Toujours une économie fragmentaire, unilatérale, qui fait obstacle à l'intégration nécessaire à la création d'industries importantes.

de toits de tôle ondulée sur lesquels on plaçait des sacs de terre ou de grosses pierres pour que le vent de la Pampa ne les enlève pas.

Dans toute l'Amérique indo-latine, la pire exploitation a été et demeure l'œuvre de ce qui constitue le fond de la vie sociale. Le grand écrivain sociologue et révolutionnaire Rafael Barret, qui, venu d'Espagne, s'était établi au Paraguay, écrit, vers 1915, deux livres : « El Dolor Paraguayo » (La douleur du Paraguay) et « Lo que son los Yerbales » (La vérité sur les « yerbaes »). Ils feraient bien de les lire ceux qui imputent à la Standard Oil et à l'United Fruit tous les maux des populations pauvres de l'Amérique indo-latine ! En 1920, il y avait encore un homme pour dix femmes au Paraguay, parce que les armées de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay avaient, dans une guerre atroce, massacré tous les mâles qui étaient tombés aux mains de leurs soldats. La population fut réduite à moins de la moitié, et le Paraguay, dont les individus masculins ne savaient que se vanter d'être les plus terribles guerriers manieurs de « machetes » du globe, était plongé dans une misère et une somnolence que les « yerbaes », établis aussi dans le Chaco argentin, ne faisaient que renforcer.

En deux lignes : ces « yerbaes », immenses plantations de maté, constituaient de véritables Etats dans l'Etat, avec leur monnaie, leur police, et naturellement l'exploitation indescriptible des malheureux qui y allaient travailler. Pris dans l'engrenage des dettes continuelles, ceux qui s'échappaient étaient poursuivis par les gauchos à cheval et armés de carabines. En Argentine, il a fallu Peron pour supprimer cette honte, qui n'était pas non plus le fait de l'United Fruit. Au Brésil, dans les « fazendas » de l'intérieur, on marquait encore au fer rouge, il y a dix ans, les noirs qui avaient voulu s'échapper.

J'ajouterai, dans cet article-synthèse, quelques données sur la question agraire. Un livre édité vers 1955 par le B.I.T. sous le titre *Les populations indigènes*, nous apprend qu'« en Bolivie, la surface moyenne d'une exploitation familiale indienne est d'un tiers d'hectare ». Au Pérou, selon le relevé fait en 1938, la surface des terres cultivées par habitant dans la région montagneuse n'était que de 0,230 hectare en moyenne, tandis qu'à Cuzco et à Apurimac, elle n'atteignait que 0,086 hectare et 0,183 hectare respectivement. Le morcellement des propriétés a atteint des proportions incroyables puisque l'unité agraire dans laquelle sont exprimées les parts n'est plus la parcelle, mais le sillon. »

A côté de cela, dussé-je être accusé d'être « dollarisé », je dis que les salariés de l'United Fruit sont des privilégiés.

En 1934, selon la liste établie par William Mangler, chef des informations financières de l'Union panaméricaine, le capital anglais investi en Amérique indo-latine s'élevait à 5.661 millions de dollars de l'époque ; le capital nord-américain, à 5.707 millions. Dans six pays (Argentine, Bolivie, Chili, Guatemala, Mexique, Pérou), le capital français atteignait 600 millions de dollars, et le capital allemand 385 millions.

Impérialisme ! dira-t-on. Mais quiconque a vécu dans ces pays, beaucoup plus agricoles qu'industriels, doit reconnaître, s'il juge objectivement, que sans ces capitaux, honnis maintenant parce qu'« étrangers », et sans les techniciens venus d'Europe et d'Amérique du Nord, il n'y aurait, dans ces pays, ni chemins de fer, ni ports, ni entreprises frigorifiques, ni compagnies de navigations, ni industries de quelque importance. Il en coûte au patriotisme exalté et à l'orgueil nationaliste des jeunes générations politisées de le reconnaître, il en coûte aux étudiants vociférants au nom de l'indépendance nationale de l'admettre, mais c'est ainsi. J'ai vécu douze ans en Amérique du Sud, dont neuf à Rosario, seconde ville de l'Argentine. Eh bien, si la Compagnie

du port de Rosario n'avait pas constitué là un port, situé au centre d'une vaste zone agricole, la production de céréales ne se serait pas développée au point de devenir une des plus importantes qui soient, et Rosario n'aurait jamais été qu'un village assez important.

De même, n'en déplaise à l'orgueil des Rosarinos, si la compagnie nord-américaine C.A.D.E. n'avait pas appris, en 1935-36, aux classes aisées de la ville (ne parlons pas des classes pauvres) à utiliser le gaz pour l'éclairage, le chauffage et la cuisine, il est probable qu'ils en seraient encore au bois et au réchaud à pétrole — le « primus », importé de Suède — car les Argentins n'étaient pas, non plus, capables d'en fabriquer.

Ces exemples peuvent se multiplier par mille, et pour tous les pays d'Amérique indo-latine.

Egalement lorsqu'un gouvernement provincial, les autorités municipales, le gouvernement national, ou fédéral, lançaient un emprunt pour asphaltier les rues d'une ville, ou construire un chemin de fer, les classes aisées répondaient par l'abstention générale. Il fallait alors lancer cet emprunt sur le marché financier de Londres, de New York ou d'ailleurs. Ce qui se passait en Argentine se passait partout. L'honnêteté oblige à dire que les gouvernements, même s'ils ne le voulaient pas, étaient obligés d'avoir recours au capital étranger ou de laisser les nations croupir dans leur retard économique et social.

Pourquoi cela ? Encore une fois apparaît la mentalité « caciquil » (4) héritée des conquérants et de l'émigration la plus pauvre ou la plus parasitaire. L'immense majorité de ceux qui se sont enrichis par l'exploitation des travailleurs de la terre, en vendant du blé ou du maïs ou en faisant des affaires commerciales de toute sorte, ne se séparent pas de leur argent. Ou s'ils le prêtent, c'est en qualité d'usuriers, à vingt ou trente pour cent. Ajoutons que l'instabilité politique, le changement continu de gouvernements et l'immoralité des gouvernants n'encourageaient pas à souscrire aux emprunts.

Mais on n'engageait pas non plus son argent pour créer des industries. On a bien mis debout — il le fallait inévitablement dans les villes — des ateliers à l'échelon artisanal et de réparations, de petites usines, des garages, on a construit des maisons au loyer exorbitant. Mais on n'a pas trouvé de capitaux assez importants pour les grandes entreprises, et même les transports urbains sont, dans la plupart des villes d'Amérique du Sud, œuvre des capitaux étrangers.

Dans les nations industrielles européennes, la partie du revenu national investi atteint facilement quinze et vingt pour cent. Les emprunts sont souscrits avec une rapidité étonnante. Ce n'est pas seulement une habitude contractée au long des siècles (on a eu le temps de la prendre aux U.S.A.) : c'est aussi un sens de l'organisation, des pratiques qui inspirent confiance, et dans une certaine mesure une incorporation de l'individu à la vie collective. Dans l'ensemble de l'Amérique du Sud (excepté la province de Sao Paulo, au Brésil), rares sont ceux qui prennent de tels risques, pour un bénéfice de cinq ou six pour cent par an. Ce sont alors les municipalités, quand elles sont riches, ou l'Etat, ou encore le capital étranger, constamment sollicité, qui doivent prendre en charge ce que l'épargne, l'initiative ou le capital privés font ailleurs. Telle est l'explication principale de la tendance croissante aux nationalisations, à l'étatisation économique, et de l'importance des investissements nord-américains dans ces pays.

Si les capitaux étrangers sont si nombreux dans ces pays, c'est parce que les habitants n'ont pas

(4) Le mot s'applique en Espagne, pour les mêmes grands propriétaires fonciers, maîtres, dans les provinces de Castille, Estremadure, Andalousie, Galice, de la terre, de la police et de la politique.

compris que, dans un régime capitaliste, il faut des capitaux pour faire marcher l'économie. Et parce qu'ils ne veulent pas le comprendre — du moins dans leur immense majorité (5). Tant qu'ils n'auront pas acquis le sens de leurs propres responsabilités, ils auront beau s'égosiller contre l'« impérialisme étranger », tout gouvernant qui voudra créer des industries de transformation ou des activités économiques nouvelles, moderniser les villes, organiser l'extraction du pétrole ou des métaux devra avoir recours aux capitaux venus du dehors, en donnant, naturellement, des facilités et des garanties. A moins que l'on proclame le socialisme ou le communisme libertaire. Nous n'en sommes pas encore là...

C'est pourquoi toute résolution gouvernementale de création économique s'est toujours accompagnée de la phrase suivante : « Il faudra demander aux États-Unis (ou à l'étranger) les moyens financiers. » Je peux là-dessus documenter abondamment, mais la place me manque.

On nous dira que ce n'est pas une raison pour que le capitalisme étranger exploite sans mesure les populations et les réduise à la famine. Je nie catégoriquement que tel soit le fait général. D'abord, il est faux, archifaux que tous les bénéfices bruts sans exception soient empochés par les trusts étrangers. Une grande partie des rentrées reste dans ces pays sous forme d'impôts (souvent élevés quand il s'agit du pétrole) versés aux gouvernements. Les salaires payés par l'United Fruit, écrivait récemment James de Coquet, dans son enquête sur les Caraïbes, sont quatre fois plus élevés que dans les autres entreprises. Et autour de ces entreprises, de la population qui en vit, des activités multiples qu'elles suscitent se créent des activités économiques subalternes ou dérivées (commerce, par exemple) qui contribuent à développer et élever le niveau de vie. Ce n'est pas où ces entreprises (nord-américaines françaises, anglaises, etc.) se trouvent que la misère est atroce (6). C'est où elles ne se trouvent pas, où demeurent les forces d'économie traditionnelles. « criollas », à moins que ne soient constituées les entreprises d'Etat, toujours terriblement déficitaires et surchargées de personnel.

Mais alors, me dira-t-on, pourquoi cette haine contre l'impérialisme étranger et les Américains du Nord ? Simplement parce que les partis politiques généralement démagogiques, s'appuient en général sur les masses illettrées et que la seule mystique que l'on puisse cultiver chez ces masses est la plus élémentaire : le patriotisme, le nationalisme. Ce qui entraîne la haine de l'étranger, instinct primaire facile à exploiter, surtout quand l'étranger est riche. Il y a aussi une haine de race, soigneusement cultivée et entretenue au fond de cette hostilité. Elle remonte loin, et même l'opposition traditionnelle du catholicisme et du protestantisme n'y est pas étrangère.

\*\*

Je m'arrête sur ces questions. Mais je veux, en quelques lignes, dire ce que je pense sur la révolution cubaine. Il est vrai qu'elle bouleverse les structures traditionnelles de la propriété agraire.

(5) Reconnaissons qu'il y a une évolution dans ces sens, mais trop lente en regard aux exigences de bien-être des jeunes générations qui, elles non plus, ne se soucient pas de faire les efforts nécessaires.

(6) La richesse du Venezuela est faite de l'exploitation pétrolière organisée par les compagnies étrangères. Sans ces dernières, il n'y aurait pas d'exploitation du pétrole. Mais ce n'est la faute ni de la Standard Oil, ni de la Royal Dutch si les habitants de Caracas, ou des zones pétrolières, et les gouvernements vénézuéliens ne font rien, absolument rien pour la masse paysanne qui vit dans des conditions de misère épouvantables.

de la propriété foncière, du capital et de l'armée. Mais ceux qui ont appris quelque chose de l'histoire depuis 1917 savent que certaines formes de révolution peuvent très bien engendrer un régime pire que celui qui existait auparavant. La Russie le prouve. Ceux qui en doutent devraient aller partager la vie des paysans et des travailleurs russes. Et écrire après.

Or, à Cuba, c'est ce même régime d'esclavage, d'oppression et d'exploitation qu'on est en train d'instaurer, par les principes mêmes qui sont mis en application. Les cruautés commises pendant la révolution française, et que je ne justifie pas plus que je ne justifie celles commises pendant la révolution espagnole — je les condamne au contraire, ainsi que beaucoup d'autres camarades espagnols — l'ont en somme été en violation des droits de l'homme et de l'humanité qui en inspiraient l'essentiel. En adhérant pratiquement aux méthodes communistes, normes officielles d'un comportement général et institutionnalisé, en marchant avec les communistes, Fidel Castro et son entourage ont deshumanisé la révolution cubaine et sont en train de créer un nouvel Etat totalitaire avec toutes ses brutalités, ses cruautés, ses exactions, qui ne feront qu'augmenter. Si l'Etat prend en main toute l'économie, instituant une bureaucratie toute puissante, appuyée par une police dont les pouvoirs rappellent ceux de la tchéka au début du régime bolchevique, c'est avant tout parce que cela répond aux principes du totalitarisme auxquels Fidel Castro a adhéré. Si l'on militarise les enfants à partir de l'âge de sept ans, et si on leur donne des cours de marxisme, si les prisons sont, comme m'écrivent mes camarades, pleines de révolutionnaires, si ceux qui ont été parmi les plus ardents combattants contre Batista, et qui approuvaient la réforme agraire et autres mesures de transformation sociale, doivent émigrer au Mexique, aux Etats-Unis ou ailleurs (comme ils avaient émigré du temps de Batista), c'est parce que la révolution cubaine est faussée, déviée, trahie, et que, si l'on considère qu'une révolution doit émanciper les hommes et les rendre plus heureux, elle s'est transformée en antirévolution, en réaction dictatoriale camouflée sous un masque socialisant.

Se taire devant ces faits, ou prétendre les justifier, c'est s'en rendre complice.

Gaston LEVAL.

## CHRONIQUE DE CUBA

Invoquant la nécessité d'éliminer les éléments batististes de la direction de la Confédération des Travailleurs de Cuba (C.T.C.), un bureau fut désigné par décret gouvernemental (Loi n° 22 du 20 janvier 1959). Ce même bureau à son tour, conformément à la loi, désigna des bureaux à toutes les fédérations d'industrie et à tous les syndicats. Ces mêmes bureaux organisèrent des élections en avril et en mai, suivant les règlements, normes et répartitions fixés par eux. Dans la plupart des comités avaient été désignés quelques éléments communistes, lesquels, avec l'appui du gouvernement et de ses services, exercèrent une forte pression sur les travailleurs en faveur de leur propre candidature. Par ailleurs, les comités désignés avaient éliminé des syndicats tous les militants en mesure de s'opposer à la nouvelle direction.

Dans tous les syndicats, les candidatures se revendiquèrent du Mouvement du 26 juillet, lequel couvrait déjà à la fois des membres anciens de ce mouvement et des communistes. Ces élections culminées furent suivies de congrès fédéraux et nationaux, lesquels désignèrent les bureaux respectifs.

Malgré la pression gouvernementale, malgré la présence de Fidel Castro au congrès national de la C.T.C. et sa recommandation de désigner un bureau en accord avec les communistes, le con-

grès désigna un comité exécutif composé exclusivement de membres du Mouvement du 26, encore que quelques communistes camouflés s'y étaient glissés. Sur les 33 fédérations d'industrie, 28 se prononcèrent contre les communistes et 3 seulement se manifestèrent en faveur de ces derniers.

Aussitôt après ce congrès, l'offensive communiste et gouvernementale reprit et actuellement, la quasi totalité des dirigeants élus ont été remplacés, d'une manière ou d'une autre, par des militants du P.C. Nombreux sont ceux qui ont dû s'exiler, d'autres sont poursuivis ou emprisonnés. C'est le cas, par exemple, dans les organisations suivantes : Fédération du Bâtiment, Spectacle, Santé, Tabacs, Bois, Secrétariat général de la C.T.C., etc.

(Extrait du Bulletin d'information du Groupe Libertaire Cubain de New York — Septembre 1960.)

✱

### DANS LE SECTEUR DE L'ELECTRICITE

L'assemblée tenue par les travailleurs de l'électricité, le 22 août, a permis d'infliger une défaite au groupe communiste de ce secteur, lesquels prétendaient effrayer les présents par le scandale et la provocation, et imposer leur point de vue esclavagiste. Les travailleurs surent répondre fermement à la provocation et défendirent leur organisation. Ni les coups de trique, ni les coups de bouteille, ni la pression des dirigeants de la C.T.C. — Odon Alvarez de la Campa et Alfredo Diaz Puga, ce dernier ancien soutien de Batista —, ni celle de l'Inspecteur du Travail, ne réussirent à faire que le groupe communiste sorte victorieux et parvienne à faire changer l'ordre du jour de l'assemblée, et par une manœuvre de surprise, destituer l'exécutif syndical et s'emparer de la direction du syndicat. Par la même occasion, les ouvriers firent battre en retraite les communistes qui s'étaient infiltrés dans l'exécutif : Miguel Pascual et l'ingénieur Fresneda, pour leurs manœuvres antiouvrières.

(Extrait de Nuestra Palabra Semanal, organe du Mouvement d'Action Syndicale — Cuba 29 août 1960.)

✱

### DEUX ASSEMBLEES OUVRIERES

Deux réunions méritent la peine d'être signalées, parmi toutes les assemblées ouvrières. Il s'agit de l'assemblée tenue ces jours derniers par les ouvriers du transport (autobus) et celle des ouvriers des téléphones. La première, où les travailleurs tinrent tête aux communistes. La seconde du fait que les téléphonistes n'eurent pas le courage d'assister à la réunion, alors que leur absence mettait en danger les conquêtes de tant d'années de luttes.

A l'assemblée du personnel des autobus, les coups tombèrent comme grêle, et les chaises devinrent armes à conquérir, ceux qui en disposaient du plus grand nombre imposant leur autorité. Ici on cria « Cuba sí, comunismo no », sans compter les adjectifs plus crus. A la fin cependant, le calme revint et le secrétaire du syndicat, dans l'impossibilité d'obtenir un accord sur la congélation des salaires, suspendit la réunion.

L'absence des téléphonistes à l'assemblée donna l'occasion au groupe communiste de décider « à la majorité » la suspension de la prime pour les travaux qui doivent être effectués en dehors de la zone normale. Une des conquêtes sociales positives se trouve ainsi perdue sans combat, comme s'il s'agissait d'une question sans importance.

(Nuestra Palabra Semanal, 26 septembre 1960.)

Les syndicats n'ont pas besoin de guide extérieur, ils doivent le trouver, le former en eux-mêmes. Le plus inexpérimenté de ceux-là vaudra mille fois mieux que l'homme saoul que le parti communiste et l'Internationale communiste lui imposent.

Pierre MONATTE.

(L'autonomie syndicale, formule d'avenir : « R.P. », 15-12-29.)



qu'il n'y a que 5 % d'ouvriers à gros salaires. Si, comme il nous est dit également, 84 % de l'ensemble sont au salaire de base, cela veut dire que 16 % seulement du personnel perçoivent les primes. Le tableau numérique donné par l'auteur le démontre clairement.

#### ANCIENNETE ET RETRAITE

La prime d'ancienneté payée en Ukraine existe aussi en France. Ici, elle est payée à partir de trois ans de service ; minimale d'abord, elle augmente de trois ans en trois ans pour arriver, à trente ans de service, à la valeur d'une heure de travail de la plus haute catégorie. Après trente ans de service, une allocation spéciale est servie par les saisses de retraite. Elle est uniforme pour les ouvriers du fond qui ont moins de cinquante ans. A l'âge de cinquante ans, les mineurs français peuvent prendre leur retraite, à condition d'avoir au moins vingt ans de service au fond.

Ce qui m'étonne, c'est de lire qu'un mineur ukrainien ayant quinze ans de service eut toucher une prime représentant 200 % du salaire ! De quel salaire s'agit-il ? Si c'est le salaire annuel, on ne voit pas pourquoi le mineur ukrainien se préoccuperait de travailler à la tâche. Je pense plutôt que c'est une partie du salaire qui sert à déterminer cette prime.

Pour les congés, ils sont en France de dix-huit jours par an (1), plus si xjours d'ancienneté au bout de dix ans de service. Quant aux congés supplémentaires accordés en Russie « à certaines catégories de mineurs » (2), j'ai bien peur qu'ils ne soient que pour les « mineurs de choc », ces quelques-uns qui touchent déjà les gros salaires.

#### FORMATION PROFESSIONNELLE

Ce qui est indiqué dans l'article de Zatzepiline concernant la formation professionnelle est très bien. En France aussi, les jeunes ouvriers, de 14 à 18 ans, suivent régulièrement des cours, d'abord dans des centres spécialisés où des mines-images les initient au travail du mineur-abatteur. A dix-huit ans, le jeune ouvrier entre dans un chantier appelé « taille-école » où il parfait sa formation par la pratique sous la surveillance de moniteurs qualifiés.

Emile MENU.

(1) L'article de la « Revue Internationale du Travail » indiquait, pour l'Ukraine, deux semaines de congé annuel.

## Notre réunion de 6 novembre

Nous étions nombreux, le dimanche 6 novembre, rassemblés autour du souvenir de Pierre Monatte. Maitron s'était excusé ; Messali était parmi nous. Avec une émotion qu'il fit partager à tous, Chambelland parla de Monatte. Correcteur d'imprimerie pendant plusieurs années avec lui, il l'a bien connu. Parler de lui, dit-il, c'est parler de 60 ans d'histoire sociale. L'année de la naissance de Monatte, 1881, est l'année de la mort de Blanqui et du retour des proscrits de la Commune. Les premiers syndicats vont naître. Et ce sont les débuts du petit montagnard de la Haute-Loire, fils d'un maréchal-ferrant et d'une dentellière, écolier batailleur, puis boursier au collège de Brioude, lecteur des « Misérables », qui adhère à la jeunesse socialiste de Clermont et collabore à un journal blanquiste, « le Toesin populaire de l'Auvergne et du Berry ». Bachelier, Monatte devient répétiteur dans l'Académie du Nord ; c'est parmi les verriers de Condé-sur-Escaut qu'il achève de s'affirmer sa vocation de militant. Au début de 1902, il quitte l'Université et vient à Paris.

Anarchiste, il prend contact à Paris avec les milieux anarchistes, avec « le Libertaire » d'abord, puis avec « les Temps nouveaux » de Jean Grave. Il participe à la fondation du premier syndicat des employés de librairie. Puis il devient correcteur d'imprimerie. Et le voilà à « Pagès libres » de Guileysse. A la mort de celui-ci, en 1920, Monatte lui consacre un article dans « la Vie ouvrière ». Il fait la connaissance d'Emile Pouget. En 1906, à vingt-cinq ans, il est au Congrès d'Amiens. L'année suivante, au congrès inter-

national anarchiste d'Amsterdam, se déclarant en désaccord avec Malatesta, doyen de ce congrès, Monatte, affirmant l'esprit du syndicalisme révolutionnaire, s'attache à faire connaître la C.G.T., « ni centralisatrice, ni autoritaire », et qui, dit-il, « se gouverne de bas en haut ». Et, en 1909, c'est la fondation de « la Vie ouvrière ». Monatte essaie aussi de lancer, avec Emile Pouget, un quotidien, « la Révolution », qui ne dure que quarante jours, tentative préjudant à la publication de « la Bataille syndicaliste ».

En 1914, après la déclaration de guerre, il démissionne du comité confédéral de la C.G.T., refusant l'union sacrée. Envoyé au front — alors qu'il n'était pas mobilisable — il est parmi les combattants de Verdun, du Chemin des Dames.

Un des premiers à saluer la Révolution russe, Monatte reprend au lendemain de la guerre la publication de « la Vie ouvrière », qui avait cessé de paraître. Il organise la minorité révolutionnaire au sein de la C.G.T. C'est à tort que Dumoulin l'a présenté comme le responsable de la scission de 1921. La scission a été voulue par des hommes comme Dumoulin, qui craignaient que la minorité ne devint majorité. Parlant du « Peuple », Dumoulin disait : « Quand il y a une échéance, je vais voir Briand ». Un abîme séparait un Monatte de certains militants. Et Chambelland souligne pour conclure la disproportion qu'il y a entre tout ce que le mouvement ouvrier a dû à Pierre Monatte et la place qui lui est faite dans l'histoire sociale.

Guilloré prend la parole ; le moment de la vie exemplaire de Monatte où s'est arrêté Chambelland, c'est son exclusion du Parti communiste et la fondation de sa deuxième revue : « la Révolution prolétarienne » ; il s'agit de maintenir ce qui peut être maintenu de l'œuvre de Monatte, et c'est par cette revue que cela peut être maintenu. « La Révolution prolétarienne » est aujourd'hui la seule revue syndicaliste révolutionnaire et le syndicalisme révolutionnaire doit vivre. Guilloré énumère les originalités de la revue : c'est une coopérative de pensée et d'action ; c'est une revue internationaliste ; c'est une tribune libre ; c'est une revue pauvre. Il examine aussi les reproches qu'on lui fait : celui d'être anticommuniste, celui de n'être pas liée au mouvement syndical réel, reproche apparemment plus justifié, mais où l'on doit tenir compte de cette mutation du syndicalisme qui en a fait entrer les dirigeants dans la classe des « néo-managers ». Il souhaite pour terminer qu'un élargissement et un renforcement du « noyau » de la « R.P. », la constitution d'un comité de rédaction qui en soit un, un effort de tous pour augmenter le nombre des abonnés donnent à la revue une nouvelle vie et un nouveau rayonnement.

Après Guilloré, Mercier s'attache plus particulièrement à souligner la valeur de l'effort d'information internationale dont la « R.P. », par la publication de lettres de militants étrangers, est l'organe.

La discussion est alors ouverte sur les problèmes posés, à propos de l'exemple qu'a laissé Monatte, par Guilloré et Mercier. Hagnauer tient à rappeler combien ce que Monatte a voulu maintenir à la « R.P. », c'est l'esprit internationaliste. Walusinski met en garde la revue contre l'esprit de boutique ; il souhaite qu'elle sache trouver des collaborateurs, ne serait-ce que pour publier des notes sur les ouvrages qui paraissent. Charbit invite ceux qui voudraient être du noyau élargi dont a parlé Guilloré à écrire pour se faire connaître. Messali rappelle l'appui qu'il a rencontré auprès de Monatte, venu spontanément le trouver, en 1946, pour le mettre au courant et discuter avec lui de la situation française et de la situation internationale ; il assure qu'on peut trouver, si on le veut, des correspondants pour la « R.P. » en Algérie, en Tunisie, au Maroc, et dans les autres pays d'Afrique ; il souhaite que la revue conserve son attitude critique, se refusant quant à lui, de même que Guilloré, à considérer aucune révolution « comme un bloc ». Ruff estime qu'il n'y a pas lieu, pour ceux qui sont là, de se contenter d'être des témoins du passé, d'être une petite poignée faisant vivre une petite revue.

G. LAMIZET.

## D'où vient l'argent?

### MOIS DE SEPTEMBRE 1960

#### RECETTES :

Abonnements ordinaires . . . . .	404 »	
Abonnements de soutien . . . . .	75 »	
		479 »
Souscription . . . . .		213 »
Vente « R. P. » . . . . .		31,75
Vente des livres et brochures . . . . .		6,90
		<hr/>
Total des recettes . . . . .		730,65
En caisse à fin août . . . . .		834,31
		<hr/>
		1.564,96

#### DEPENSES :

Frais d'expédition . . . . .	14,85
Téléphone . . . . .	73,75
Autres frais généraux . . . . .	167,79
Transmis au Cercle Zimmerwald . . . . .	15 »
	<hr/>
Total des dépenses . . . . .	271,39

En caisse à fin septembre :	
Espèces . . . . .	167,09
Chèques postaux . . . . .	1.126,48
	<hr/>
	1.293,57
	<hr/>
	1.564,96

### MOIS D'OCTOBRE 1960

#### RECETTES :

Abonnements ordinaires . . . . .	1.194 »	
Abonnements de soutien . . . . .	110 »	
		1.304 »
Souscription . . . . .		96 »
Vente « R. P. » . . . . .		115,50
Vente des livres et brochures . . . . .		22,90
Divers . . . . .		34,55
		<hr/>
Total des recettes . . . . .		1.572,95
En caisse à fin septembre . . . . .		1.293,57
		<hr/>
		2.866,52

#### DEPENSES :

Impression et papier (« R.P. » de sept. 60)	1.353,30
Frais d'expédition . . . . .	98,55
Autres frais généraux . . . . .	52,50
Divers . . . . .	11 »
	<hr/>
Total des dépenses . . . . .	1.515,35

En caisse à fin octobre :	
Espèces . . . . .	213,59
Chèques postaux . . . . .	1.137,58
	<hr/>
	1.351,17
	<hr/>
	2.866,52

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Roger Boyer (Tarn), 25 ; Jean Josso (Cher), 10 ; Yves Lévy (Seine-et-Oise), 25 ; Ferhat M... (Belgique), 50 ; Camille Philippon (Cher), 25 ; Maurice Vaillard (Seine), 50. — Total : 185 NF (dont 75 en septembre et 110 en octobre).

### LA SOUSCRIPTION

Georges Bénézé (Seine), 3 ; Claude Blanchard (Seine), 5 ; L. Cambi (Alpes-Maritimes), 3 ; Paul Colson (Oise), 5 ; Pierre Costa (Bouches-du-Rhône), 3 ; M. D... (Belgique), 15 ; Gaston Delarue (Paris), 5 ; Jean Duperray (Loire), 12 ; Joaquin Egea (Hérault), 5 ; Félix Franc (Loire), 5 ; Jacques Gallienne, 5 ; Victor Gambau (Paris), 5 ; André Garnier (Loire), 5 ; Mme Germaine Goujon (Seine-Maritime), 5 ; B. Hernaez (Seine-et-Oise), 6 ; Edmond Jumeau (Paris), 5 ; Joseph Jumeau (Belgique), 2 ; Eugène Kerdudou (Seine-et-Oise), 3 ; Lallier (Seine), 5 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 5 ; Lucien Leray (Paris), 3 ; Marius Liège (Vienne), 1 ; Jean Magri (Bouches-du-Rhône), 8 ; André Maître (Paris), 5 ; Jules Marie Rhène), ; André Maître (Paris), 5 ; Jules Marie Mermiche (Deux-Sèvres), 5 ; René Nouvelle (Seine-et-Oise), 5 ; Charles Patat (Paris), 20 ; Mlle Yvette Pierre (Rhône), 7 ; Jean Rannou (Seine-et-Oise), 5 ; Paul Roche (Alpes-Maritimes), 5 ; Lopez Torcuato (Seine), 5 ; Pierre Vaquez (Oise), 2 ; X... (Paris), 120 ; anonyme, 5. — Total : 309 NF (dont 213 en septembre et 96 en octobre).

## LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 3 OCTOBRE.** — Violent discours de Khrouchtchev à l'Assemblée de l'O.N.U. contre Hammarskjöld et réponse de celui-ci.

**MERCREDI 5.** — L'Union Nationale des Etudiants fait appel aux organisations pour une manifestation en faveur de la paix en Algérie.

Appel pour une paix négociée en Algérie lancée par la Fédération de l'Education Nationale.

**VENDREDI 7.** — Elections présidentielles brésiliennes. Victoire du candidat d'opposition.

Ferhat Abbas visite Moscou.

Congrès des industries chimiques C.F.T.C.

**SAMEDI 8.** — Khrouchtchev déclare reconnaître « de facto » le gouvernement provisoire d'Algérie.

Note soviétique aux Etats-Unis contre la livraison d'armes atomiques à l'Allemagne.

Assassinat au Japon, de M. Asanuma, chef du parti socialiste.

**DIMANCHE 9.** — Congrès du parti radical à Boulogne-Billancourt.

**LUNDI 10.** — L'Assemblée de l'O.N.U. refuse l'admission de la Chine populaire.

Graves émeutes en Rhodésie du Sud.

**JEUDI 13.** — Violents incidents à l'O.N.U. provoqués par Khrouchtchev.

Ouverture dans l'ilot d'Yass-Ada du procès des anciens dirigeants turcs.

**VENDREDI 14.** — L'O.N.U. décide de discuter de la liquidation du régime colonial.

**SAMEDI 15.** — On annonce des licenciements aux Usines Renault.

**LUNDI 17.** — Fermeture des consulats français d'Oujda et de Bou-Arfa.

**MARDI 18.** — Congrès des travaillistes irlandais.

Conférence des Etats arabes sur le pétrole à Beyrouth.

**MERCREDI 19.** — Grève de deux heures aux Usines Renault contre les licenciements.

**JEUDI 20.** — Fondation du « Regroupement national » par M. Soustelle.

Sept sénateurs musulmans demandent la reprise des négociations avec le F.L.N.

L'Union Générale des Travailleurs marocains, née d'une scission, est reconnue officiellement.

Grève des fonctionnaires de la navigation aérienne.

**VENDREDI 21.** — Protestation de 195 normaliens supérieurs contre les sanctions frappant des fonctionnaires ayant signé le manifeste des « 121 ».

**SAMEDI 22.** — Pétition des étudiants suédois contre la guerre d'Algérie.

**LUNDI 24.** — Attaque à Paris par des commandos du F.L.N. de postes de police supplétive musulmane.

Grève au port de Beyrouth.

Fin de la grève administrative des médecins de la Seine.

**MARDI 25.** — L'Assemblée Nationale repousse la motion de censure, à propos de la force de frappe (207 voix pour).

La C.G.T. et le parti communiste contre la manifestation du 27 octobre.

**MERCREDI 26.** — Fin de la conférence d'Abidjan des Etats africains d'expression française.

Conférence de presse du général Salan.

**JEUDI 27.** — Manifestation pour la paix en Algérie organisée par l'Union Nationale des Etudiants, la Fédération de l'E.N., les unions parisiennes F.O. et C.F.T.C. Meeting à la Mutualité, violentes bagarres. Meetings et débrayages en province.

**VENDREDI 28.** — Affaire d'espionnage à New-York : arrestation d'un employé soviétique de l'O.N.U.

**SAMEDI 29.** — Comité national confédéral de la C.F.T.C.

Grève générale au Dahomey.

**DIMANCHE 30.** — En Turquie, révocation de 147 enseignants : violentes réactions dans l'Université.

**LUNDI 31.** — Réunion à Paris des ministres des Affaires étrangères des Six.

Déclaration de cinquante universitaires contre l'arbitraire gouvernemental.

Licenciement de 1.930 ouvriers de Renault à Billancourt et 710 à Flins.

**UN LIVRE POUR LES :**

BIBLIOTHEQUES SYNDICALES,  
CENTRES D'APPRENTISSAGE,  
CENTRES PROFESSIONNELS...

**UN GUIDE** pour composer la planchette à livres du militant.

# **LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE**

de **Roger HAGNAUER**

**Préface de Georges DUHAMEL, de l'Académie Française.**

S'informer, s'instruire (en technologie, économie politique, histoire sociale), se distraire par la lecture.

Commentaires des textes de Michelet, Jean Jaurès, G. Duhamel, André Gide, Voltaire, Simone Weil, Emile Zola, Jean Maitron, etc...

**Une analyse de l'Histoire des Bourses du Travail, de Fernand Pelloutier.**

Une bibliographie de la bibliothèque classique, de la littérature populaire et prolétarienne.

**Le livre : 6 NF.**

Publié par les **EDITIONS OUVRIERES,**

**12, avenue de la Sœur-Rosalie - PARIS-13°**

EN VENTE A LA « R. P. »